

GDF SUEZ

RAPPORT SEMESTRIEL **2010**

REDÉCOUVRONS L'ÉNERGIE

PROFIL DE GDF SUEZ

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d’approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l’utilisation des ressources.

Le Groupe propose des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s’appuyant sur un portefeuille d’approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO₂ et une expertise unique dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l’efficacité énergétique, la production indépendante d’électricité et les services à l’environnement.

GDF SUEZ compte 200 650 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d’affaires en 2009 de 79,9 milliards d’euros. Coté à Bruxelles, Luxembourg et Paris, le Groupe est représenté dans les principaux indices internationaux : CAC 40, BEL 20, DJ Stoxx 50, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe, ASPI Eurozone et ECPI Ethical Index EMU.

200 650 collaborateurs dans près de **60** pays

79,9 milliards d’euros de chiffre d’affaires en 2009

1 200 chercheurs et experts dans **9** centres de R&D

72,7 GW de capacités de production électrique installées à fin 2009

110 Gm³ de gaz naturel acheminés par an

SOMMAIRE

PAGE

PAGE

1

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2

1	Évolution de l'activité et du résultat des opérations	2
2	Évolution des métiers du Groupe	5
3	Autres éléments du compte de résultat	14
4	Évolution de l'endettement net	15
5	Autres postes de l'état de situation financière	17
6	Transactions avec les parties liées	18
7	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	18
8	Perspectives	18

2

COMPTES CONSOLIDÉS 20

	État de situation financière	20
	Compte de résultat	22
	État du résultat global	23
	État des flux de trésorerie	24
	État des variations des capitaux propres	26

3

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS 29

	Informations relatives au Groupe GDF SUEZ	29
Note 1	Référentiel et principes comptables	29
Note 2	Principales variations de périmètre	32
Note 3	Information sectorielle	35
Note 4	Compte de résultat	40
Note 5	Goodwill et Immobilisations	43
Note 6	Participations dans les entreprises associées	44
Note 7	Participations dans les co-entreprises	45
Note 8	Instruments financiers	46
Note 9	Gestion des risques liés aux instruments financiers	50
Note 10	Provisions	56
Note 11	Paiements fondés sur des actions	57
Note 12	Litiges et concurrence	58
Note 13	Transactions avec les parties liées	59
Note 14	Événements postérieurs à la clôture	60

4

DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 61

5

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 63

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Les résultats du Groupe GDF SUEZ sur le premier semestre 2010 sont solides. Ils témoignent de la robustesse du modèle de développement du Groupe dans un environnement toujours difficile, caractérisé notamment par la persistance sur la période du phénomène de décorrélation gaz/pétrole, initié courant de l'année 2009.

Les indicateurs opérationnels sont en ligne avec l'objectif 2010 que le Groupe s'est fixé.

Le chiffre d'affaires de 42 346 millions d'euros est en ligne avec le premier semestre 2009, alors même que l'indicateur affichait une décroissance brute au premier trimestre 2010.

L'EBITDA, qui s'élève à 8 194 millions d'euros, est en croissance brute de + 4,3% et en croissance organique de + 1,1% tandis qu'il se positionnait en retrait de 4,0% à la fin du premier trimestre 2010.

Le résultat net part du Groupe atteint 3 565 millions d'euros, en croissance significative (+ 9,3%) par rapport au premier semestre 2009. Celle-ci bénéficie de la concrétisation d'un certain nombre de cessions d'actifs, notamment celles des participations résiduelles du Groupe dans Fluxys et Elia.

La marge brute d'autofinancement opérationnelle s'élève à 8 027 millions d'euros, en croissance de 4,0% par rapport au premier semestre 2009.

La dette nette, à 33 485 millions d'euros, connaît une progression de 3,5 milliards d'euros par rapport à fin 2009, dont 1,6 milliard d'euros d'effet de change. Le ratio endettement net/capitaux propres s'établit à 47,9%.

1 ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DU RÉSULTAT DES OPÉRATIONS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %	Rappel décembre 2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	42 212	42 346	0,3%	79 908
EBITDA	7 857	8 194	4,3%	14 012
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	(2 657)	(2 817)		(5 183)
Charges nettes décaissées des concessions	(128)	(119)		(263)
Paievements en actions	(111)	(43)		(218)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4 962	5 215	5,1%	8 347

Le **chiffre d'affaires** du Groupe sur le premier semestre 2010 s'établit à 42 346 millions d'euros, en ligne avec le premier semestre 2009 (+ 0,3%). Hors effets de périmètre et de change, l'évolution du chiffre d'affaires enregistre un recul organique de - 1,6% sur la période.

Les effets de périmètre ont un impact positif de + 383 millions d'euros.

- Les entrées au périmètre contribuent à hauteur de + 719 millions d'euros au chiffre d'affaires, principalement au sein de la Branche Énergie Europe & International (notamment la prise de contrôle des activités électriques au Chili et de la centrale d'Astoria 1 en Amérique du Nord et intégration proportionnelle de la Stadtwerke Wuppertal en Allemagne à compter du second semestre 2009) et de SUEZ Environnement (principalement prise de contrôle d'Agbar en Espagne).

- Les sorties de périmètre s'élèvent à - 336 millions d'euros et concernent essentiellement la Branche Énergie Services (Restiani en Italie) ainsi que SUEZ Environnement avec notamment la sortie de London Waste au Royaume-Uni et la vente du pôle santé d'Agbar.

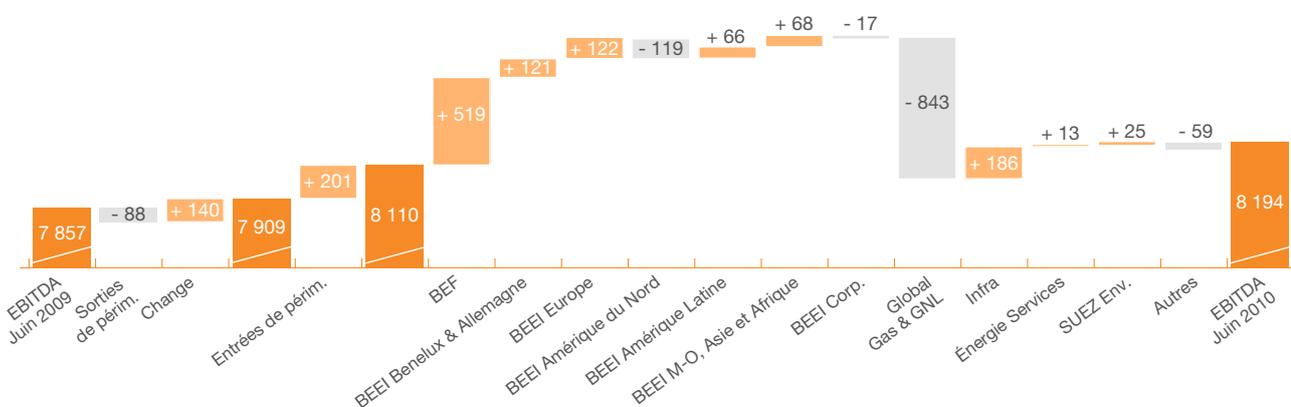
À noter que les cessions des participations résiduelles du Groupe dans Fluxys et Elia n'ont pas d'impact sur les indicateurs opérationnels du Groupe (chiffre d'affaires, EBITDA, résultat opérationnel courant), les deux entités étant antérieurement mises en équivalence.

Les effets de change ont un impact positif de + 417 millions d'euros principalement lié à l'appréciation du réal brésilien et de la livre sterling.

Le recul organique du chiffre d'affaires résulte des évolutions suivantes au sein des Branches :

- les activités de la Branche Infrastructures (+ 19,5%) ont connu sur la période un développement des ventes pour compte de tiers, des effets climatiques favorables et ont continué à bénéficier de hausses de tarifs décidées précédemment ;

- la Branche Énergie Europe & International connaît une croissance organique de son chiffre d'affaires limitée (+ 1,8%), tirée cependant par la croissance des volumes notamment dans les Divisions GDF SUEZ Énergie Benelux & Allemagne et GDF SUEZ Énergie Amérique Latine ;
- les Branches Énergie France (- 3,0%) et Global Gaz & GNL (- 20,9%) ont pour leur part vu leur chiffre d'affaires affecté par la baisse des niveaux de prix et par des évolutions de volumes souvent défavorables ;
- la Branche Énergie Services enregistre une contraction de son chiffre d'affaires (- 1,5%), du fait principalement d'un recul du niveau d'activité en dehors de France ;
- quant à SUEZ Environnement, la progression de son chiffre d'affaires (+ 8,8%) témoigne du dynamisme de l'activité à l'International, d'une meilleure orientation de l'activité déchets en Europe combinée à un rebond du prix des matières premières dans le recyclage ainsi que de la croissance d'Eau Europe.



L'EBITDA du Groupe progresse de + 4,3% pour s'établir à 8 194 millions d'euros. Hors effets de périmètre et de change, l'EBITDA est en progression de + 1,1%.

Les effets de périmètre ont un impact positif de + 113 millions d'euros.

- Les entrées au périmètre contribuent à hauteur de + 201 millions d'euros à l'EBITDA, et bénéficient, comme pour le chiffre d'affaires, principalement aux Branches Énergie Europe & International et SUEZ Environnement ;
- Les sorties de périmètre représentent - 88 millions d'euros, et concernent essentiellement les effets de la vente de 250 MW

de capacité nucléaire à SPE dans le cadre de la Pax Electrica II, l'impact de la transaction d'échange de capacités de production électrique avec E.ON ainsi que des cessions associées au décroisement des participations croisées avec le groupe Veolia/Compagnie Générale des Eaux dans l'eau en France. L'impact des sorties de périmètre se trouve en conséquence presque entièrement compensé par des entrées de périmètre équivalentes.

Les impacts de change favorables (+ 140 millions d'euros) sont liés aux mêmes effets que ceux décrits pour l'analyse du chiffre d'affaires.

La croissance organique de l'EBITDA est positive dans la quasi-totalité des Branches, et intègre les effets bénéfiques du programme Efficio. Les très bonnes performances des Branches Énergie France, Infrastructures, Énergie Europe & International, ainsi que celles de la Branche Énergie Services et de SUEZ Environnement, ont fait plus que compenser l'impact défavorable de l'évolution des prix de marché du gaz sur la contribution de la Branche Global Gaz & GNL. Au total, la croissance organique du Groupe s'établit donc à + 84 millions d'euros (+ 1,1%) et résulte des éléments suivants :

- la croissance organique très importante de l'EBITDA de la Branche Énergie France (+ 243%) s'explique principalement par la mise en place de conditions tarifaires normalisées pour le gaz naturel en France dans le cadre d'un nouveau contrat de service public, conclu en fin d'année 2009, ainsi que par des conditions climatiques favorables ;
- la progression organique de l'EBITDA de la Division Benelux & Allemagne (+ 10,7%) provient, d'une part, d'une bonne disponibilité du parc de production électrique belge et d'autre part d'éléments non récurrents ;
- la Division Europe est en croissance organique soutenue (+ 22,4%) sur ses trois zones géographiques. Pour l'Europe de l'Ouest, la croissance est le résultat de trois effets combinés : une meilleure performance des actifs de production électrique de la péninsule ibérique, l'encaissement d'une indemnité sur une centrale CCGT en Espagne, et un développement des activités de commercialisation au Royaume-Uni. En Italie, la progression de l'EBITDA s'explique principalement par les activités de distribution, de commercialisation et de *trading* d'énergie. Quant à l'Europe Centrale et Orientale, elle bénéficie notamment des hausses tarifaires en Roumanie et en Hongrie ainsi que d'une meilleure performance des services auxiliaires dans ce dernier pays ;
- le recul organique de l'EBITDA constaté dans la Division Amérique du Nord (- 30,4%) s'explique principalement par la forte baisse de la marge GNL captée après couverture, en lien avec le recul des prix du gaz naturel ;
- l'EBITDA de la Division Amérique Latine est en croissance organique (+ 12,3%), porté par les bonnes performances du Brésil (augmentation des marges et conditions hydrologiques favorables) et du Chili (renégociation favorable d'un contrat de livraison de gaz naturel) ;
- la Division Moyen-Orient, Asie et Afrique connaît également une croissance organique soutenue (+ 47,9%) grâce aux honoraires de développement perçus au Moyen-Orient et aux revenus contractualisés dans le cadre de contrats de moyen et long terme ;
- l'EBITDA de la Branche Global Gaz & GNL est en recul significatif (- 42,3% en organique), en lien principalement avec l'évolution défavorable des prix de marché du gaz et le caractère non récurrent de certains éléments positifs dont avait bénéficié la Branche au premier semestre 2009 ;
- la Branche Infrastructures (+ 11,3% en organique) est portée par les augmentations tarifaires intervenues sur le second semestre 2009 (distribution), au 1^{er} avril 2009 (stockage) et en début d'année 2010 (terminaux méthaniers) ainsi que par des effets climatiques positifs ;
- la Branche Énergie Services connaît une croissance organique (+ 2,9%), les bonnes performances de Cofely France, Tractebel Engineering, International Nord et Sud et International Outre-mer permettant de compenser les difficultés rencontrées aux Pays-Bas ;
- SUEZ Environnement (+ 2,7% de croissance organique) bénéficie d'une bonne activité commerciale et de la poursuite de son programme d'économie de coûts.

Le **résultat opérationnel courant** progresse de + 5,1% pour s'établir à 5 215 millions d'euros. Hors effets de change et de périmètre, la hausse s'élève à + 1,7%. Cet agrégat est favorablement impacté par l'évolution de l'EBITDA, en dépit de la hausse des dotations aux amortissements.

2 ÉVOLUTION DES MÉTIERS DU GROUPE

2.1 BRANCHE ÉNERGIE FRANCE

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
CHIFFRE D'AFFAIRES	8 334	8 089	- 2,9%
EBITDA (A)	214	732	243,0%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	50	(205)	
Paiements en actions (C)	(2)	(3)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	262	525	100,4%

Volumes vendus par la Branche

En TWh	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation en %
Ventes de gaz ⁽¹⁾	167	173	+ 3,6%
Ventes d'électricité	18,1	18,9	+ 4,4%

(1) Volumes contributifs Branche.

Correction climatique France

En TWh	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation
Volume de correction climatique (signe négatif = climat chaud, signe positif = climat froid)	+ 2,5	+ 14,4	+ 11,9 TWh

À fin juin 2010, le **chiffre d'affaires** contributif de la Branche Énergie France s'élève à 8 089 millions d'euros, en recul de - 2,9% par rapport au 30 juin 2009.

Cette évolution résulte en premier lieu de la baisse de - 11,3% des tarifs réglementés de gaz naturel en distribution publique intervenue le 1^{er} avril 2009 qui s'est répercutée sur le début de 2010. L'impact des hausses tarifaires du 1^{er} avril 2010 pour le gaz naturel reste par ailleurs limité compte tenu de la saisonnalité des ventes.

Les ventes de gaz progressent de + 3,6% en volume, pour s'établir à 173 TWh, l'effet climatique favorable faisant plus que compenser le recul des parts de marché. GDF SUEZ maintient une part de marché d'environ 90% sur le marché des particuliers et d'environ 73% sur le marché d'affaires, segments ouverts à la concurrence depuis respectivement 2007 et 2004.

Les ventes d'électricité atteignent 18,9 TWh en progression de + 4,4%, principalement grâce au portefeuille de clients particuliers qui progresse de près de 150 000 clients depuis le début de l'année. Le nombre total de sites servis s'élève à 1 080 000 dont plus de 850 000 clients particuliers à fin juin.

La production d'électricité progresse de + 9,9% grâce à une hydraulité meilleure qu'en 2009, au développement du parc éolien et à une production plus élevée du parc thermique.

L'**EBITDA** est en progression de + 518 millions d'euros. Les résultats du premier semestre 2009 enregistraient en effet un retard tarifaire de 363 millions d'euros, ramené à 58 millions d'euros sur le premier trimestre 2010. Depuis les hausses tarifaires d'avril 2010, le Groupe répercute l'entièreté de ses coûts dans ses tarifs. Au-delà de ces mécanismes tarifaires, la progression de l'EBITDA de la Branche s'explique également par la rigueur climatique du semestre ainsi que par le développement de la production d'électricité.

Le **résultat opérationnel courant** est en progression de + 263 millions d'euros. Cette évolution moins favorable que celle de l'EBITDA correspond principalement à l'impact de l'amortissement de la juste valeur des actifs et passifs comptabilisés dans le cadre de la fusion.

Évolution des tarifs

Tarifs de distribution publique

Le tableau ci-dessous présente le niveau moyen des évolutions de tarifs de distribution publique (DP) décidées depuis 2009.

Année	Niveau moyen de modification tarifaire
2009	
1 ^{er} janvier	- € par MWh
1 ^{er} avril	- 5,28 ⁽¹⁾ € par MWh
2010	
1 ^{er} avril	4,03 € par MWh

(1) Le mouvement sur le tarif B1 au 1^{er} avril 2009 est de - 4,63 €/MWh.

Tarifs à souscription

Les tarifs à souscription sont révisables trimestriellement, les révisions prenant en compte l'évolution du cours euro/dollar, l'évolution des coûts et le prix d'un panier de produits pétroliers.

Année	Niveau moyen de modification tarifaire
2009	
1 ^{er} janvier	- 8,52 € par MWh
1 ^{er} avril	- 9,69 € par MWh
1 ^{er} juillet	1,38 € par MWh
1 ^{er} octobre	3,88 € par MWh
2010	
1 ^{er} janvier	0,48 € par MWh
1 ^{er} avril	1,41 € par MWh

2.2 BRANCHE ÉNERGIE EUROPE & INTERNATIONAL

2.2.1 Chiffres clés

En millions d'euros	30 juin 2009						30 juin 2010						Variation brute en %
	Benelux & Allemagne	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	MO Asie Afrique	Total (*)	Benelux & Allemagne	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	MO Asie Afrique	Total (*)	
CHIFFRE D'AFFAIRES	6 808	4 268	2 085	961	810	14 932	7 348	4 038	2 082	1 455	941	15 864	6,2%
EBITDA (A)	1 185	533	387	465	139	2 674	1 316	667	301	656	211	3 098	15,9%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	(269)	(217)	(117)	(88)	(43)	(735)	(248)	(239)	(157)	(146)	(50)	(839)	
Charges nettes décaissées des concessions/paiements en actions (C)	(7)	(1)				(12)	(3)	(1)				(6)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	909	315	270	377	96	1 927	1 065	427	144	510	161	2 254	16,9%

(*) Une partie des coûts n'est pas allouée.

2.2.2 GDF SUEZ Énergie Benelux & Allemagne

Au premier semestre 2010, le **chiffre d'affaires** de la Division GDF SUEZ Énergie Benelux & Allemagne s'établit à 7 348 millions d'euros en progression de + 7,9% par rapport à 2009. En tenant compte des effets de périmètre, à savoir, en Belgique, la cession d'une partie de la capacité nucléaire à SPE dans le cadre de Pax Electrica II et, en Allemagne, l'acquisition et consolidation proportionnelle de la Stadtwerke de Wuppertal, la croissance organique s'élève à + 6,4%.

Ventes d'électricité

Les volumes d'**électricité** vendus sont en croissance de + 17% à 65,4 TWh et le chiffre d'affaires augmente de + 474 millions d'euros.

En **Belgique et au Luxembourg**, les volumes totaux vendus sont en hausse de + 1,1 TWh (+ 3,2%) et les effets prix défavorables, soit un impact sur le chiffre d'affaires de - 30 millions d'euros (soit - 0,9 %). Les ventes aux grands comptes ont amorcé leur reprise après le ralentissement économique constaté en 2009 (+ 1,8 TWh). Les ventes aux autres clients Affaires reculent notamment

suite à la baisse des volumes vendus aux Autorités Publiques (- 0,4 TWh). Les ventes d'électricité aux **Pays-Bas** augmentent de + 113 millions d'euros et de + 1,7 TWh. Cette augmentation est due uniquement au marché de gros (+ 198 millions d'euros et + 2,6 TWh). Le chiffre d'affaires pour les clients Industriels, Affaires et les revendeurs diminue de - 76 millions d'euros, résultat de la combinaison d'une diminution des prix de ventes et d'une perte de volume de - 0,9 TWh.

Les ventes d'électricité en **Allemagne** augmentent de + 216 millions d'euros et + 4,2 TWh par rapport au premier semestre 2009. Cette augmentation est en partie attribuable à l'intégration proportionnelle au second semestre 2009 de la Stadtwerke de Wuppertal (+ 55 millions d'euros). L'évolution organique du chiffre d'affaires s'explique par l'augmentation des ventes sur le marché de gros (+ 4,6 TWh) et est associée à l'échange de capacités de production électrique avec E.ON. Le chiffre d'affaires pour les clients Industriels et Affaires enregistre un recul de - 36 millions d'euros suite à la perte de quelques clients importants. Les ventes sur les segments *Retail/Revendeurs* (- 56 millions d'euros) diminuent également du fait d'une politique commerciale plus sélective.

Les ventes **en dehors de Benelux & Allemagne** sont en croissance de + 106 millions d'euros (+ 27%) pour

un volume en augmentation de + 2,4 TWh (+ 41%). Elles génèrent un chiffre d'affaires de 495 millions d'euros. Il s'agit essentiellement de ventes sur le marché de gros en France, au Royaume-Uni, en Pologne et en Hongrie, et de ventes aux distributeurs en France.

Ventes de gaz

Le chiffre d'affaires des **ventes de gaz** augmente de + 3% pour une augmentation de volumes de plus de + 8,5 TWh (+ 19%). L'évolution asymétrique des prix et des volumes résulte de la forte baisse des prix sur tous les segments (et particulièrement aux Pays-Bas) qui est compensée par des augmentations des volumes vendus d'environ + 5,1 TWh en Belgique (avec un impact important sur la consommation des clients *Retail* d'un premier semestre particulièrement froid) et de + 2,2 TWh sur l'ensemble des clients Industriels et Affaires aux Pays-Bas.

L'**EBITDA** de la Division GDF SUEZ Énergie Benelux & Allemagne s'élève à 1 316 millions d'euros, soit une augmentation de + 11,1% par rapport au premier semestre 2009. La croissance organique est de + 10,7%. Par rapport à l'exercice précédent, les effets de périmètre intègrent la vente à SPE de 250 MW de capacités de production d'énergie nucléaire, l'échange de capacités de production électrique avec E.ON et l'intégration proportionnelle de la Stadtwerke de Wuppertal.

L'augmentation de l'**EBITDA** résulte à la fois de la bonne disponibilité du parc de production (malgré les arrêts non programmés de Doel 4 en janvier 2010) et d'éléments non récurrents en Belgique-Luxembourg couplé à des effets de périmètre en Allemagne. Ces effets sont partiellement contrebalancés par une baisse de l'**EBITDA** aux Pays-Bas, du fait, principalement, d'une forte diminution des *spreads* par rapport au premier semestre 2009.

Le **résultat opérationnel courant** de la Division GDF SUEZ Énergie Benelux & Allemagne est en croissance organique de + 156 millions d'euros (soit + 18,1%) pour atteindre 1 065 millions d'euros. Outre la hausse de l'**EBITDA**, l'évolution résulte également de moindres provisions pour créances douteuses, partiellement compensées par des amortissements plus élevés qu'au premier semestre 2009.

2.2.3 GDF SUEZ Énergie Europe

Au 30 juin 2010, le **chiffre d'affaires** contributif de la Division GDF SUEZ Énergie Europe s'établit à 4 038 millions d'euros, en diminution brute de - 5,4% par rapport au 30 juin 2009.

Les effets de change sont positifs en Europe Centrale et en Europe Orientale (+ 68 millions d'euros) ainsi qu'au Royaume Uni (+ 21 millions d'euros). Les effets de périmètre ne sont pas significatifs sur le semestre.

La variation organique du chiffre d'affaires, qui s'établit à - 7,4%, est expliquée par :

- l'Europe de l'Ouest (- 89 millions d'euros), où les effets de baisse de prix au Royaume-Uni accompagnés de volumes inférieurs (- 3,1 TWh en gaz contre + 1,3 TWh en électricité) sont dus à un changement de stratégie commerciale amorcé en 2009. Dans la péninsule ibérique, l'augmentation des volumes produits (+ 6%) et l'impact positif des couvertures permettent de compenser la baisse des prix ;

- l'Italie (- 95 millions d'euros) fait face à des prix en baisse sensible combinés à une hausse des volumes vendus en électricité (+ 1,6 TWh) et des volumes stables en gaz ;
- l'Europe Centrale et l'Europe Orientale (- 136 millions d'euros), où l'évolution de l'activité est le reflet de la baisse des prix des commodités sur la plupart des marchés alors que les variations de volumes vendus et distribués se compensent globalement sur la zone.

L'**EBITDA** à fin juin 2010 de la Division GDF SUEZ Énergie Europe s'établit à 667 millions d'euros, et présente une croissance brute de + 134 millions d'euros (+ 25,1%). La croissance organique de l'**EBITDA** de la Division GDF SUEZ Énergie Europe est de + 22,4% et s'analyse comme suit :

- l'Europe de l'Ouest est en croissance organique (+ 80 millions d'euros), principalement dans la péninsule ibérique sur la production électrique grâce à l'augmentation des volumes et des prix captés sur le marché, notamment grâce aux enchères sur le marché ancillaire CESUR et suite à l'obtention d'indemnités non récurrentes sur la construction d'une centrale mise en service en 2006. Le Royaume-Uni affiche une croissance organique de + 44% principalement grâce à la bonne performance des activités de commercialisation ;
- l'Italie est en croissance organique (+ 41 millions d'euros), essentiellement grâce à deux mises en service (Napoli et Windco) et aux activités de distribution, de commercialisation et d'optimisation du portefeuille d'énergie. Les filiales italiennes de production d'électricité parviennent à maintenir un niveau d'**EBITDA** en légère progression par rapport à 2009, grâce à une meilleure disponibilité des actifs ;
- l'Europe Centrale et l'Europe Orientale sont également en croissance organique (+ 7 millions d'euros), principalement soutenue par les résultats de la Hongrie grâce à la meilleure performance des actifs électriques sur les services ancillaires et à l'augmentation des tarifs de commercialisation de gaz.

Le **résultat opérationnel courant** de la Division GDF SUEZ Énergie Europe s'établit à 427 millions d'euros, en croissance organique de + 31,6%, soit + 102 millions d'euros, en ligne avec l'évolution de l'**EBITDA**.

2.2.4 GDF SUEZ Énergie Amérique du Nord

Au 30 juin 2010, le **chiffre d'affaires** de la Division GDF SUEZ Énergie Amérique du Nord s'établit à 2 082 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2009 et en décroissance organique de - 107 millions d'euros ou - 5%.

Le chiffre d'affaires bénéficie d'un effet de change positif (+ 18 millions d'euros) suite à l'appréciation du dollar américain et d'un effet périmètre de + 86 millions d'euros résultant du passage en consolidation globale d'Astoria 1.

Les ventes d'électricité atteignent 27,7 TWh et progressent de + 3,4 TWh. Les ventes de gaz naturel s'établissent à 33,5 TWh en diminution de - 5,4 TWh.

La diminution du chiffre d'affaires s'explique principalement par le recul de l'activité GNL aux États-Unis (- 200 millions d'euros) suite à la forte diminution des volumes vendus et des prix.

La hausse des ventes d'électricité est principalement due à l'entrée dans le périmètre de la centrale Astoria 1. Le chiffre d'affaires de GDF SUEZ Energy Resources North America, fournisseur d'électricité aux consommateurs commerciaux et industriels, continue également à croître (+ 95 millions d'euros) suite aux nombreux succès commerciaux (volumes en augmentation de + 21% à 14,5 TWh).

L'**EBITDA** de la Division GDF SUEZ Énergie Amérique du Nord au 30 juin 2010 s'établit à 301 millions d'euros, en diminution de 86 millions d'euros. Hors effets positifs de change (+ 4 millions d'euros) et de périmètre (+ 29 millions d'euros), la décroissance organique est de - 30,4%, soit - 119 millions d'euros.

- Cette décroissance s'explique principalement par l'activité GNL (- 156 millions d'euros) en raison d'éléments non récurrents en 2009 (fin de contrats de couverture favorables). Cette forte diminution a été partiellement compensée par une baisse des coûts d'exploitation du terminal d'Everett.
- L'activité production d'électricité est en augmentation de 22 millions d'euros, liée notamment à la mise en service des parcs éoliens West Cape et Caribou et à la centrale de Waterbury en 2009. La production d'électricité à partir d'énergies renouvelables a cependant souffert de fortes intempéries au début de l'année qui ont entraîné la mise à l'arrêt de plusieurs éoliennes.
- L'activité de vente d'énergie «*retail*» bénéficie de l'augmentation des volumes vendus tout en augmentant ses marges.

Le **résultat opérationnel courant** de la Division GDF SUEZ Énergie Amérique du Nord s'établit à 144 millions d'euros, en décroissance organique de - 51,7% soit - 141 millions d'euros. Sa dynamique opérationnelle repose principalement sur les facteurs explicatifs de l'EBITDA.

2.2.5 GDF SUEZ Énergie Amérique Latine

Le **chiffre d'affaires** de la Division GDF SUEZ Énergie Amérique Latine s'établit à 1 455 millions d'euros au 30 juin 2010, marquant une augmentation de + 51,4% et une progression organique de + 15,2%, soit + 165 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009.

Le chiffre d'affaires comprend des effets de périmètre de 200 millions d'euros principalement liés à la prise de contrôle des activités électriques au Chili (principalement Electroandina et Edelnor, fin janvier 2010). Il bénéficie également d'un effet de change positif (+ 128 millions d'euros) suite à l'appréciation du réal brésilien.

Les ventes d'**électricité** ont augmenté de + 4,5 TWh pour s'établir à 24,3 TWh en juin 2010, tandis que les ventes de **gaz** restent relativement stables à 3,6 TWh.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'explique principalement par une hausse des volumes vendus au Brésil, suite notamment à la mise en service de San Salvador en août 2009, et par l'accroissement des ventes au Panama grâce au contrat de livraison à la société de distribution locale.

L'**EBITDA** a augmenté de + 191 millions d'euros pour s'établir à 656 millions d'euros, présentant une croissance organique de + 66 millions d'euros (+ 12,3%).

- Au Brésil, une augmentation des marges sur les ventes bilatérales et des conditions hydrologiques favorables expliquent la croissance.
- Au Chili, la croissance de l'EBITDA s'explique principalement par la renégociation favorable d'un contrat de livraison de gaz naturel et par une hausse des ventes spot suite à la maintenance de centrales de GasAtacama.
- Au Panama, la baisse des résultats est liée au retard dans la conversion au charbon de la centrale Bahia Las Minas.

Le **résultat opérationnel courant** de la Division GDF SUEZ Énergie Amérique Latine s'établit à 510 millions d'euros au 30 juin 2010, marquant une augmentation de + 35,1% et une croissance organique de + 6,7%, soit + 29 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009. Le résultat opérationnel courant évolue en ligne avec la hausse de l'EBITDA et la hausse des amortissements, notamment à l'issue du démarrage de la centrale hydraulique de San Salvador.

2.2.6 GDF SUEZ Énergie Moyen-Orient, Asie et Afrique

Le **chiffre d'affaires** de la Division GDF SUEZ Énergie Moyen-Orient, Asie et Afrique est en progression brute de + 16,2% à 941 millions d'euros. Compte tenu de l'appréciation du dollar et du bath thaïlandais, la croissance organique s'élève à + 99 millions d'euros ou + 11,8% et est principalement tirée par Senoko (+ 67 millions d'euros) suite à la reprise de la demande à Singapour et par la Thaïlande qui avait souffert de périodes de maintenance au début 2009. En Turquie, le recul du chiffre d'affaires (- 22 millions d'euros) s'explique par la diminution du prix du gaz.

Les ventes d'**électricité** de la Division atteignent 13,2 TWh et progressent de + 0,6 TWh.

L'**EBITDA** de la Division GDF SUEZ Énergie Moyen-Orient, Asie et Afrique au 30 juin 2010 s'établit à 211 millions d'euros, en hausse de 72 millions d'euros. Hors effets positifs de change (+ 4 millions d'euros), la progression organique est de + 47,9%. Celle-ci est obtenue grâce aux honoraires de développement perçus au Moyen-Orient, aux revenus contractualisés sur base d'accords de moyen et long terme dans une zone où la demande d'énergie est croissante.

- En Thaïlande, l'EBITDA est en progression grâce au maintien des prix de ventes couplé à une baisse des prix des combustibles (charbon et gaz). Le premier semestre 2009 avait aussi été fortement impacté par les coûts et les arrêts pour maintenance de certaines unités.
- Senoko à Singapour bénéficie d'une hausse de la demande d'électricité sur ses ventes et ses marges.
- Au Moyen-Orient, l'EBITDA est en augmentation, principalement grâce à la hausse des honoraires de développement liée au projet Riyadh PP 11.

Le **résultat opérationnel courant** de la Division GDF SUEZ Énergie Moyen-Orient, Asie et Afrique s'établit à 161 millions d'euros, en croissance organique de + 64,4% soit + 63 millions d'euros et évolue en ligne avec l'EBITDA.

2.3 BRANCHE GLOBAL GAZ & GNL

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
CHIFFRE D'AFFAIRES BRANCHE	12 070	10 714	- 11,2%
CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF GROUPE	5 694	4 520	- 20,6%
EBITDA (A)	1 973	1 146	- 41,9%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	(867)	(539)	
Paiements en actions (C)	(1)	(2)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	1 106	605	- 45,3%

Le **chiffre d'affaires** total de la Branche Global Gaz & GNL, y compris prestations intragroupes, s'élève à 10 714 millions d'euros, en décroissance brute de - 11,2% par rapport au premier semestre 2009.

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires contributif de la Branche Global Gaz & GNL s'élève à 4 520 millions d'euros, en baisse de - 1 174 millions d'euros (- 20,6% de variation brute) par rapport au 30 juin 2009.

Les ventes contributives de la Branche s'inscrivent en diminution sur le premier semestre 2010, dans un contexte global marqué par la baisse des prix court terme du gaz sur les places de marché par rapport à 2009 ainsi que par la crise économique.

Plus précisément, ce recul du chiffre d'affaires contributif de la Branche s'explique principalement par les effets suivants :

- de moindres ventes de court terme ⁽¹⁾ avec des volumes en baisse globale de - 9,5 TWh (passant de 53,9 TWh à fin juin 2009 à 44,4 TWh à fin juin 2010) dans un contexte défavorable de baisse des prix du gaz (baisse de - 11% des prix au NBP, de 14,9 €/MWh sur le premier semestre 2009 à 13,2 €/MWh sur le premier semestre 2010) ;
- une progression des ventes externes de GNL, avec 12,4 TWh à fin juin 2010 (13,5 cargaisons ⁽²⁾) contre 8,9 TWh à fin juin 2009 (10 cargaisons) soit + 3,5 TWh, et l'effet favorable des couvertures de prix associées ;
- une contraction des ventes de gaz naturel aux Grands Comptes européens essentiellement liée à des volumes détenus en portefeuille en léger retrait (volumes de ventes en baisse de - 8,1 TWh soit 86,4 TWh à fin juin 2010 vs 94,5 TWh à fin juin 2009) dans un contexte de forte concurrence se traduisant par la baisse des prix moyens de vente sur la période malgré l'impact des couvertures de prix associées ;
- une progression limitée à + 16 millions d'euros (soit + 2,1%) du chiffre d'affaires d'Exploration & Production qui s'établit à 784 millions d'euros, avec essentiellement :

- le recul du prix moyen du gaz vendu (baisse du prix marché NBP de - 11% sur le premier semestre 2010 vs 2009 et baisse du prix moyen du gaz indexé pétrole compte tenu des effets des moyennes mobiles),
- le léger recul du niveau de la production totale contributive d'hydrocarbures de - 0,5 Mbep (17,7 Mbep au premier semestre 2010 vs 18,2 Mbep au premier semestre 2009, soit - 2,3%),
- partiellement compensés par la hausse du prix moyen du pétrole (brent : + 21,5 €/bep soit + 55%, passant de 38,8 €/bep sur le premier semestre 2009 à 60,3 €/bep sur le premier semestre 2010).

Sur l'ensemble du premier semestre 2010, l'**EBITDA** de la Branche s'établit à 1 146 millions d'euros contre 1 973 millions d'euros à fin juin 2009, en décroissance brute de - 827 millions d'euros, soit - 41,9%, du fait essentiellement :

- des effets de la crise économique sur le PNB de Gaselys, sur les ventes aux Grands Comptes européens en termes de volumes mais également de prix de vente du fait du *spread* entre les prix du marché gaz et les prix des contrats long terme ;
- d'une base de comparaison défavorable en raison d'un premier semestre 2009 qui avait bénéficié d'opportunités d'arbitrage exceptionnelles ;
- de l'impact de l'évolution défavorable des prix de marché du gaz et de la légère baisse de production sur l'activité de l'Exploration & Production.

Le **résultat opérationnel courant** du premier semestre 2010, s'élève à 605 millions d'euros soit une décroissance brute de - 501 millions d'euros (- 45,3%). La diminution du résultat opérationnel courant est principalement liée à la baisse constatée sur l'EBITDA de la Branche (- 827 millions d'euros), partiellement atténuée par la baisse des dotations aux amortissements et provisions (+ 328 millions d'euros), résultant notamment du caractère dégressif de certains amortissements.

(1) Y compris ventes aux autres opérateurs. Les ventes d'optimisation du bilan gaz constituent la plus grande partie des ventes de court terme, avec 25,1 TWh, en recul de 33% par rapport au 1^{er} semestre 2009.

(2) Dont 3 cargaisons vendues à une entité chilienne consolidée en intégration proportionnelle à 50%, correspondant à 1,5 cargaison de vente externe.

2.4 BRANCHE INFRASTRUCTURES

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
CHIFFRE D'AFFAIRES BRANCHE	2 958	3 085	4,3%
CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF GROUPE	491	587	19,5%
EBITDA (A)	1 646	1 832	11,3%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	(534)	(580)	
Paiements en actions (C)		(2)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	1 112	1 250	12,4%

Le **chiffre d'affaires** total de la Branche Infrastructures, y compris prestations intragroupes, s'élève à 3 085 millions d'euros, en progression de + 4,3% par rapport au premier semestre 2009.

La progression du chiffre d'affaires total est soutenue par :

- une hausse des quantités acheminées par GrDF (+ 13,4 TWh) en raison d'un climat plus rigoureux au premier semestre 2010 ;
- pour les activités de transport, de la révision au 1^{er} avril 2010 du tarif en France (hausse de + 3,9%) compensée par l'entrée en vigueur du tarif régulé en Allemagne au 1^{er} octobre 2009 ;
- la révision au 1^{er} juillet 2009 du tarif d'accès aux infrastructures de distribution (hausse de + 1,5%) ;
- l'application du nouveau tarif d'accès aux terminaux méthaniers au 1^{er} janvier 2010 ;
- l'augmentation de + 2,7% au 1^{er} avril 2009 du prix moyen du volume utile des stockages en France.

Le chiffre d'affaires contributif atteint 587 millions d'euros, en progression de + 19,5% par rapport au 30 juin 2009. Cette croissance contributive est principalement liée au développement des quantités acheminées par GrDF pour le compte de tiers. Ces quantités s'élèvent à 27,5 TWh, en croissance de + 7,5 TWh par rapport au premier semestre 2009.

L'**EBITDA** de la Branche Infrastructures s'établit sur la période à 1 832 millions d'euros, en progression de + 11,3% par rapport à 2009, bénéficiant de la rigueur climatique du début d'année et d'effets prix positifs (tarifs d'accès aux réseaux de distribution et aux terminaux méthaniers mais également moindre coût de l'énergie).

Le **résultat opérationnel courant** de la Branche Infrastructures s'établit sur la période à 1 250 millions d'euros, en progression de + 12,4% par rapport au premier semestre 2009. Cette progression est inférieure à celle de l'EBITDA, principalement du fait de l'augmentation des charges d'amortissement liée à des mises en service.

2.5 BRANCHE ÉNERGIE SERVICES

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
CHIFFRE D'AFFAIRES	6 893	6 693	- 2,9%
EBITDA (A)	481	482	0,2%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	(123)	(144)	
Charges nettes décaissées des concessions/paiements en actions (C)	(28)	(6) ^(*)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	330	332	0,5%

(*) Dont 15 millions d'euros d'effet non récurrent lors du renouvellement de la concession de Société Monégasque d'Électricité et de Gaz.

Le **chiffre d'affaires** de la Branche Énergie Services s'établit à 6 693 millions d'euros et est en recul organique de - 1,5% par rapport à juin 2009.

En France, le niveau d'activités dans les services (Cofely France) est en léger recul (- 3,1% en variation organique, soit - 55 millions d'euros), les effets favorables du développement commercial compensant la baisse des prix des énergies et des volumes de travaux induits sur contrats de service. Les activités d'installation et de maintenance sont en progression et connaissent une croissance organique de + 2,4% (soit + 42 millions d'euros). Cette performance résulte d'une croissance de + 8,0% de l'activité chez Inéo qui compense la moindre activité du pôle Génie Climatique et Réfrigération (- 4,9%) et chez Endel (- 1,5%).

En Belgique et aux Pays-Bas, l'activité est en recul organique, respectivement de - 4,0% (soit - 32 millions d'euros) et de - 8,7% (- 49 millions d'euros). En Belgique, les effets de la conjoncture dans les métiers d'installation associés à une plus faible activité dans le secteur de l'énergie expliquent cette tendance. Aux Pays-Bas, les projets gouvernementaux dans le domaine des infrastructures ne permettent pas de compenser la contraction de la demande des clients privés dans l'ensemble des régions.

Tractebel Engineering poursuit un développement soutenu dans toutes ses activités avec une croissance organique de son chiffre d'affaires de + 3,1% (soit + 7 millions d'euros).

Hors France et Benelux, les activités de la Branche sont en légère croissance organique de + 1,3% en Europe du Nord (soit + 8 millions d'euros), les résultats de la Suisse, de la Hongrie et du Royaume-Uni faisant plus que compenser le recul des autres pays. Au Royaume-Uni, l'activité est soutenue par les activités de travaux pour le contrat des Jeux Olympiques de Londres. Dans les pays du Sud de l'Europe, le niveau d'activité est en recul de - 4,2% (soit - 33 millions d'euros). Cette baisse provient essentiellement de l'Espagne où le nombre de nouveaux projets reste très faible. Enfin, le chiffre d'affaires réalisé à l'International Outre-Mer est en croissance organique de + 4,7% (soit + 11 millions d'euros). Cette zone bénéficie d'un effet volume favorable, d'une bonne pluviométrie et de la montée en puissance de la production de la centrale de Prony Énergies.

L'**EBITDA** de la Branche Énergie Services atteint 482 millions d'euros, en croissance organique de + 2,9%, les progressions de

Cofely France, Tractebel Engineering, International Nord et Sud et International Outre-mer permettant de compenser les difficultés rencontrées aux Pays-Bas.

En France, les activités de services ont bénéficié de la rigueur climatique du début d'année. Les activités d'installation évoluent toujours dans une conjoncture attendue dans l'industrie et le bâtiment. Ce niveau limité de nouveaux projets affecte les volumes d'activité en Génie Climatique et Réfrigération ainsi que les niveaux de marge.

En Belgique, la diversité des activités permet de maintenir un niveau de performance satisfaisant.

Aux Pays-Bas, une nouvelle équipe managériale est en place depuis le 1^{er} mai. Les efforts d'optimisation des coûts de structure ne parviennent pas à compenser la baisse des taux de marge et le recul d'activité. De nouvelles mesures d'adaptation sont en cours de mise en place.

Tractebel Engineering poursuit son développement en maintenant un niveau élevé de performance.

Le supplément d'activité apporté par le projet des Jeux Olympiques de Londres et l'intégration de Utilicom à compter du 1^{er} avril 2010 permettent à **International Nord** de maintenir sa rentabilité dans une conjoncture économique difficile dans la plupart des pays et malgré un rétablissement plus lent pour certaines filiales en Angleterre et en Suisse.

International Sud fait face à des prix de vente électriques faibles en Italie et à une conjoncture économique particulièrement difficile en Espagne. Les mesures d'adaptation prises en 2009 et la fusion récente des activités en Italie permettent à cette zone d'améliorer sa rentabilité en données organiques. La cession de Restiani fin 2009 explique l'essentiel de la baisse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA au premier semestre 2010.

L'**EBITDA** d'**International Outre-mer** est en légère progression organique. En données brutes, l'agrégat intègre l'acquisition de deux fermes photovoltaïques pour 9,6 MWc en Nouvelle Calédonie.

Le **résultat opérationnel courant** de la Branche Énergie Services s'élève à 332 millions d'euros, contre 330 millions d'euros au 30 juin 2009. La progression organique est de + 3,7%.

2.6 SUEZ ENVIRONNEMENT

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 867	6 593	12,4%
EBITDA (A)	951	1 042	9,6%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	(420)	(477)	
Charges nettes décaissées des concessions/paiements en actions (C)	(123)	(128)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	408	437	6,9%

Le **chiffre d'affaires** du premier semestre 2010 s'élève à 6 593 millions d'euros, en hausse de + 12,4% par rapport à 2009 et en croissance organique de + 8,8%. Ces résultats reflètent le dynamisme des activités à l'International (+ 19,9%), une meilleure orientation de la Propreté en Europe (+ 8,2%) qui a notamment été favorisée par un rebond du prix des matières premières dans l'activité tri-valorisation-recyclage tandis que la croissance d'Eau Europe (+ 1,1%) provient principalement du pôle Santé (sur 5 mois) et de volumes et prix en hausse chez Agbar, la France enregistrant une moindre croissance eu égard à l'arrêt du contrat de Paris au 1^{er} janvier.

L'**EBITDA** s'élève à 1 042 millions d'euros en croissance organique de + 2,7% grâce au dynamisme de l'International (+ 15,9%), à

la forte appréciation des matières premières secondaires dans la Propreté en Europe (+ 5,8%) et au programme d'économie de coûts COMPASS qui atténuent le repli d'Eau Europe (- 3,4%), principalement occasionné par la survenance d'éléments non récurrents en 2009 et à l'arrêt du contrat de Paris.

Le **résultat opérationnel courant** (+ 6,9% par rapport au premier semestre 2009) est soutenu par les mêmes fondamentaux opérationnels que l'EBITDA et bénéficie en outre d'un effet positif non récurrent enregistré sur certains plans d'actions gratuites qui atténue la progression des amortissements afférents aux investissements récents.

La performance opérationnelle à fin juin 2010 est détaillée dans le rapport d'activité de SUEZ Environnement, publié le 4 août 2010.

2.7 AUTRES

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
EBITDA (A)	(81)	(139)	- 71,7%
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (B)	(28)	(33)	
Paiements en actions (C)	(74)	(16)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT = A + B + C	(183)	(187)	- 2,2%

La contraction de l'**EBITDA** de la Branche Autres au 30 juin 2010 (- 58 millions d'euros) résulte essentiellement d'une évolution dans le séquençage des coûts du Siège central par rapport au premier semestre 2009.

Le **résultat opérationnel courant** est en légère dégradation de - 4 millions d'euros, moindre que celle de l'EBITDA compte tenu d'un effet positif non récurrent enregistré sur le premier semestre 2010 sur certains plans d'actions gratuites, conformément aux dispositions de la norme IFRS 2.

3 AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010	Variation brute en %
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4 962	5 215	5,1%
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	(280)	(48)	
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers	(13)	(343)	
Restructurations	(61)	(124)	
Effets de périmètre	282	1 216	
Autres résultats de cessions et éléments non récurrents	340	197	
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5 229	6 114	16,9%
RÉSULTAT FINANCIER	(708)	(1 070)	
Impôts sur les bénéfices	(1 098)	(1 086)	
Quote-part de résultat des entreprises associées	203	188	
RÉSULTAT NET	3 626	4 145	14,3%
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	363	581	
DONT RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3 263	3 565	9,3%

Le **résultat des activités opérationnelles** (RAO) s'établit à 6 114 millions d'euros, en progression de + 16,9% par rapport au premier semestre 2009, en raison principalement des «Effets de périmètre» (résultats de cession des participations conduisant à un changement de méthode de consolidation ou de réévaluation des intérêts précédemment détenus en application de la norme IFRS 3R) et des «Autres résultats de cessions et éléments non récurrents», qui font plus que compenser les «Pertes de valeur» et les «Restructurations» enregistrées sur le semestre.

La variation de juste valeur des instruments financiers sur matières premières comptabilisée en application de l'IAS 32/39 a un impact négatif de - 48 millions d'euros, à comparer à un impact négatif de - 280 millions d'euros au 30 juin 2009. Cet effet résulte d'un effet prix globalement négatif suite aux variations sur le semestre des prix des matières premières sous-jacentes ainsi que du débouclage de positions dont la valeur de marché était positive à fin décembre 2009. Ces effets négatifs sont partiellement compensés par des effets positifs sur les couvertures de risque de change liées aux contrats d'achats de gaz et de charbon en devises suite à la dévaluation de l'euro par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

Le RAO est par ailleurs également impacté par des pertes de valeur sur actifs à hauteur de - 343 millions d'euros (portant principalement sur des actifs de production d'électricité en Espagne et sur la mise en valeur de marché de titres non consolidés cotés, ainsi que sur des licences d'exploration) et par des charges de restructuration

de - 124 millions d'euros. Celles-ci correspondent à des coûts d'adaptation liés au ralentissement de l'activité essentiellement dans le secteur de la propreté de SUEZ Environnement et aux Pays-Bas pour la Branche Énergie Services, ainsi qu'à des coûts liés à la mise en œuvre des projets de déménagement des sièges du Groupe GDF SUEZ.

La ligne «Effets de périmètre» (résultats de cession de titres consolidés ou de réévaluation résultant de l'application de la norme IFRS 3R) s'élève à 1 216 millions d'euros (contre 282 millions d'euros au 30 juin 2009) et intègre pour l'essentiel les plus-values de cession sur Fluxys (422 millions d'euros), Elia (238 millions d'euros). Ce poste comprend également l'impact résultant des prises de contrôle des activités électriques du Groupe au Chili (177 millions d'euros) et de Hisusa/Agbar (167 millions d'euros) et du décroisement des participations croisées de SUEZ Environnement et Veolia dans l'eau en France (201 millions d'euros).

Le poste «Autres résultats de cession et éléments non récurrents» s'élève à 197 millions d'euros au 30 juin 2010 (340 millions d'euros au 30 juin 2009) et concerne principalement la cession de VNG en Allemagne (149 millions d'euros).

Le **résultat financier** au 30 juin 2010 s'établit à - 1 070 millions d'euros, contre - 708 millions d'euros au 30 juin 2009, et résulte :

- d'une hausse de la dette nette moyenne entre le 30 juin 2009 et le 30 juin 2010 se traduisant par une progression du coût de la dette nette ⁽¹⁾ qui passe de 623 millions d'euros à 907 millions d'euros, en dépit de l'effet positif des variations de taux d'intérêt ;

(1) Corrigé des intérêts capitalisés.

- de la moindre contribution des autres éléments du résultat financier (- 163 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009, résultant principalement de moindres dividendes reçus).

Le **taux effectif d'imposition**, corrigé des résultats de cession, s'établit à 29,8% pour le premier semestre 2010 contre 28,2% au 30 juin 2009. Cette hausse résulte principalement d'effets non récurrents 2009 liés notamment à l'activation d'impôts différés actifs suite à une opération de filialisation d'activités d'ingénierie en Belgique.

Le **résultat des entreprises associées** est en baisse de - 15 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009. Cette évolution s'explique principalement par le programme de cessions engagé par le Groupe, qui a concerné notamment des entités mises en équivalence telles que Fluxys et Elia.

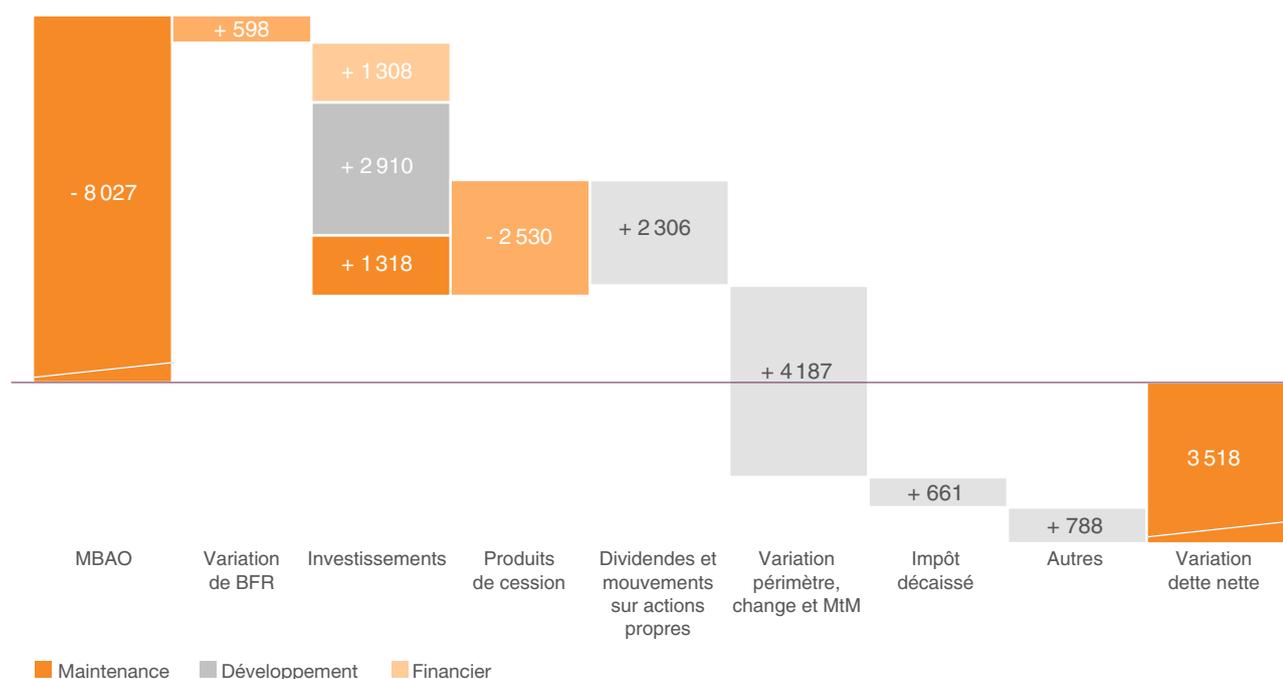
La **part des participations ne donnant pas le contrôle** dans le résultat net y augmente de + 217 millions d'euros, du fait notamment des bonnes performances et des effets de périmètre réalisés par SUEZ Environnement.

4 ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT NET

La dette nette s'établit à 33,5 milliards d'euros, en progression de 3,5 milliards d'euros par rapport à sa position à fin décembre 2009 (30 milliards d'euros).

Cette évolution s'explique notamment par l'effet des variations de périmètre (augmentation de 2,0 milliards d'euros, dont 1,0 milliard résultant de l'intégration globale d'Agbar) et des variations de change (+ 1,6 milliard d'euros, dont 1,1 milliard d'euros sur le dollar américain).

Son évolution se résume comme suit :



4.1 MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT OPÉRATIONNELLE

La marge brute d'autofinancement opérationnelle (MBAO) s'élève à 8 027 millions d'euros au 30 juin 2010, en progression brute de + 4,0% par rapport au 30 juin 2009. L'évolution de la MBAO est comparable à celle de l'EBITDA.

4.2 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement (BFR) augmente de + 598 millions d'euros. Cette évolution résulte principalement d'une augmentation du BFR d'exploitation, notamment au sein de la Branche Énergie Europe & International, en lien avec la croissance des volumes vendus mais non encore facturés.

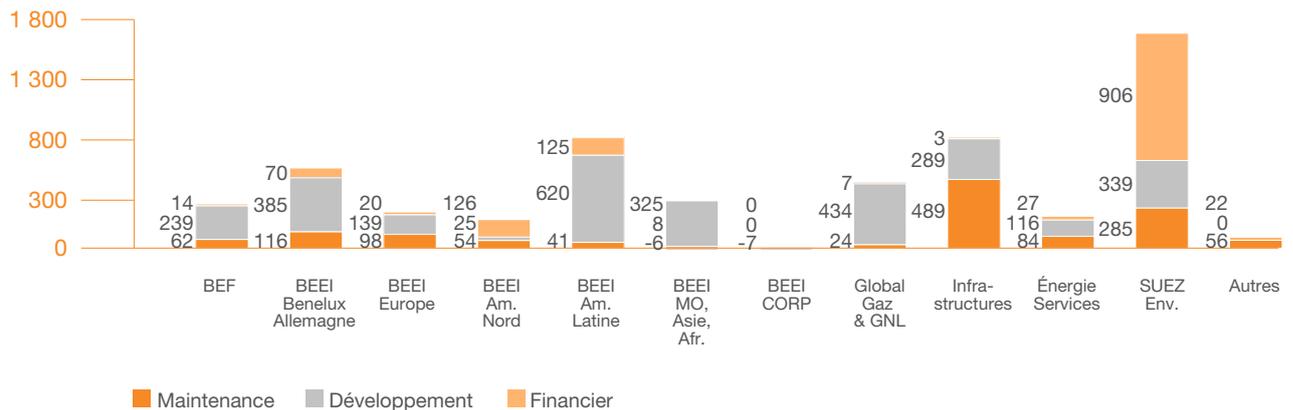
4.3 INVESTISSEMENTS NETS DES CESSIONS

Les investissements du premier semestre 2010 s'élèvent à 5,5 milliards d'euros et comprennent :

- des investissements financiers pour 1,3 milliard d'euros, dont 0,7 milliard d'euros pour l'acquisition des titres d'Agbar par SUEZ Environnement ;

- des investissements de maintenance de 1,3 milliard d'euros ;
- et des investissements de développement de 2,9 milliards d'euros.

Ces investissements corporels, incorporels et financiers se détaillent comme suit par Branche :



Les cessions représentent au 30 juin 2010 un montant de 2,5 milliards d'euros et concernent principalement la cession des titres Fluxys (636 millions d'euros), Adeslas (pôle santé d'Agbar pour 687 millions d'euros), Elia (312 millions d'euros), ainsi que les

restructurations liées à la prise de contrôle des activités électriques du Groupe au Chili et au décroisement des participations croisées de SUEZ Environnement et Veolia dans l'eau en France.

4.4 RACHAT D'ACTIONS ET DIVIDENDES

Le total des dividendes versés en numéraire par GDF SUEZ SA à ses actionnaires s'élève à 1,5 milliard d'euros. Ce montant correspond au solde du dividende unitaire de 1,47 euro, net de l'acompte de 0,8 euro par action versé le 18 décembre 2009.

Les dividendes versés par diverses filiales à leurs actionnaires minoritaires s'élèvent à 0,4 milliard d'euros.

Le Groupe a par ailleurs procédé à des rachats d'actions propres pour 0,4 milliard d'euros sur le semestre.

4.5 ENDETTEMENT AU 30 JUIN 2010

L'endettement net à fin juin 2010 s'élève à 33,5 milliards d'euros, contre 30 milliards d'euros à fin décembre 2009. Le ratio endettement net/capitaux propres s'élève à 47,9% (ratio de 45,7% à fin décembre 2009).

La dette nette est libellée (après prise en compte des instruments financiers) à 50% en euros et 25% en dollars américains.

La dette nette est libellée à 77% à taux fixe, après prise en compte des instruments financiers.

La maturité moyenne de la dette nette est de 8 années, similaire à celle observée fin 2009.

Au 30 juin 2010, le Groupe dispose de facilités de crédit autorisées et non tirées, et de lignes de *back up* de ses billets de trésorerie, pour un montant de 16 546 millions d'euros.

5 AUTRES POSTES DE L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Les **immobilisations** (corporelles et incorporelles) s'établissent à 89,0 milliards d'euros contre 81,1 milliards d'euros au 31 décembre 2009, soit une augmentation de + 7,9 milliards d'euros qui résulte pour l'essentiel des investissements du semestre (+ 4,1 milliards d'euros) et des variations de périmètre (+ 3,6 milliards d'euros).

Les **goodwills** augmentent de + 0,3 milliard d'euros à 28,3 milliards d'euros, essentiellement à la suite des opérations réalisées par SUEZ Environnement que ne compensent que partiellement les effets de la cession des titres Elia.

Les **participations dans les entreprises associées** s'élèvent à 2,1 milliards d'euros, soit une diminution de - 0,1 milliard d'euros, résultant essentiellement des cessions de Fluxys et d'Elia.

Les **capitaux propres totaux** s'établissent à 69,9 milliards d'euros, en hausse de + 4,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2009 (65,5 milliards d'euros), le résultat de la période (4,1 milliards d'euros), l'effet des écarts de conversion (1,7 milliard d'euros) et les impacts des opérations de variations de périmètre

de la période (1,0 milliard d'euros) étant partiellement compensés par le versement des dividendes (- 1,9 milliard d'euros) et l'effet des autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres (- 0,5 milliard d'euros).

Les **provisions pour risques** sont en hausse de + 0,8 milliard d'euros à 14,9 milliards d'euros, résultant principalement des charges de désactualisation (0,3 milliard d'euros), des écarts actuariels sur les provisions pour retraites et autres engagements (0,2 milliard d'euros) et d'effets de périmètre (intégration globale d'Agbar pour 0,1 milliard d'euros) et de change (0,1 milliard d'euros).

Les rubriques de l'état de situation financière relatives aux **instruments financiers dérivés** (courants et non courants) sont en baisse tant à l'actif de l'état de situation financière (- 0,2 milliard d'euros) qu'au passif (- 0,5 milliard d'euros). Cette baisse s'explique principalement par des effets de prix, ainsi que par le reversement d'opérations sur la période.

6 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions avec les parties liées sont décrites en Note 25 des notes aux comptes du Document de Référence 2009, et mises à jour en Note 13 aux comptes semestriels 2010.

7 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

La section facteurs de risque (chapitre 5) du Document de Référence 2009 de GDF SUEZ contient une description détaillée des facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé. L'évolution sur le semestre des litiges et des risques liés aux instruments financiers auxquels le Groupe est exposé est présentée respectivement en

Note 12 «Litiges et concurrence» et en Note 9 «Gestion des risques liés aux instruments financiers» aux comptes semestriels 2010.

À l'exception des points développés dans les notes mentionnées ci-dessus, il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce Document.

8 PERSPECTIVES

GDF SUEZ confirme l'ensemble de ses objectifs 2010 et 2011 annoncés au marché. Le Groupe réaffirme également sa politique de rémunération durable et compétitive de ses actionnaires,

et versera le 15 novembre 2010 un acompte sur dividende de 0,83 euro par action au titre de l'exercice 2010.

COMPTES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

<i>En millions d'euros</i>	Note	31 décembre 2009	30 juin 2010
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	5	11 419,9	12 600,0
Goodwill	5	27 989,0	28 288,7
Immobilisations corporelles nettes	5	69 664,9	76 406,4
Titres disponibles à la vente	8	3 562,9	3 533,2
Prêts et créances au coût amorti	8	2 426,2	2 631,0
Instruments financiers dérivés	8	1 926,7	2 990,2
Participations dans les entreprises associées	6	2 175,6	2 106,5
Autres actifs	8	1 695,8	1 466,2
Impôts différés actif		1 418,8	1 608,2
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		122 279,8	131 630,3
Actifs courants			
Prêts et créances au coût amorti	8	947,1	1 109,2
Instruments financiers dérivés	8	7 404,9	6 181,3
Clients et autres débiteurs	8	19 748,5	19 902,6
Stocks		3 946,9	3 791,5
Autres actifs	8	5 094,4	5 841,2
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	8	1 680,0	1 588,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	10 323,8	9 103,8
TOTAL ACTIFS COURANTS		49 145,4	47 518,4
TOTAL ACTIF		171 425,2	179 148,7

<i>En millions d'euros</i>	Note	31 décembre 2009	30 juin 2010
Capitaux propres part du Groupe		60 285,2	62 823,0
Participations ne donnant pas le contrôle		5 241,5	7 061,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES		65 526,6	69 884,8
Passifs non courants			
Provisions	10	12 789,9	13 410,8
Dettes financières	8	32 154,8	35 184,2
Instruments financiers dérivés	8	1 791,9	2 343,2
Autres passifs financiers	8	911,4	681,8
Autres passifs		2 489,0	2 598,5
Impôts différés passif		11 856,3	12 059,5
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		61 993,3	66 277,9
Passifs courants			
Provisions	10	1 262,7	1 445,5
Dettes financières	8	10 117,4	9 311,2
Instruments financiers dérivés	8	7 169,6	6 155,7
Fournisseurs et autres créanciers	8	16 594,4	16 492,3
Autres passifs		8 761,3	9 581,6
TOTAL PASSIFS COURANTS		43 905,4	42 986,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		171 425,2	179 148,7

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2009	30 juin 2010
Chiffre d'affaires		42 211,9	42 345,9
Achats		(22 647,7)	(22 401,1)
Charges de personnel		(5 759,6)	(5 882,3)
Amortissements, dépréciations et provisions		(2 693,0)	(2 816,6)
Autres produits et charges opérationnels		(6 149,6)	(6 030,4)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4	4 961,9	5 215,4
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel		(279,9)	(47,6)
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers		(13,2)	(343,0)
Restructurations		(61,3)	(123,8)
Effets de périmètre		281,5	1 215,9
Autres résultats de cessions et éléments non récurrents		339,8	196,9
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	4	5 229,0	6 113,8
Charges financières		(1 346,9)	(1 411,1)
Produits financiers		638,9	341,4
RÉSULTAT FINANCIER	4	(708,0)	(1 069,7)
Impôt sur les bénéfices	4	(1 097,9)	(1 086,4)
Quote-part de résultat des entreprises associées	6	203,4	187,7
RÉSULTAT NET		3 626,5	4 145,3
Résultat net part du Groupe		3 263,2	3 564,6
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		363,3	580,7
Résultat net part du Groupe par action (euros)		1,51	1,63
Résultat net part du Groupe par action dilué (euros)		1,50	1,62

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2009	30 juin 2010
RÉSULTAT NET		3 626,5	4 145,3
Actifs financiers disponibles à la vente	8	(139,0)	(88,3)
Couverture d'investissement net		11,1	(413,8)
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	9	70,0	(212,7)
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	9	228,4	412,8
Pertes et gains actuariels		59,8	(285,9)
Écarts de conversion		459,4	1 683,2
Impôts différés		(79,3)	89,3
Quote-part du résultat global des sociétés associées		45,0	20,9
Autres éléments du résultat global		655,3	1 205,4
RÉSULTAT GLOBAL		4 281,8	5 350,7
Résultat Global part du Groupe		3 678,8	4 536,9
Résultat Global des participations ne donnant pas le contrôle		603,0	813,9

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
RÉSULTAT NET	3 626,4	4 145,3
- Quote-part de résultat consolidé d'entreprises associées	(203,4)	(187,7)
+ Dividendes reçus d'entreprises associées	234,1	124,7
- Dotations nettes aux provisions, amortissements & dépréciations	2 488,7	3 112,9
- Effets de périmètre et autres résultats de cessions et éléments non récurrents	(621,4)	(1 412,8)
- MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	279,9	47,6
- Autres éléments sans effet de trésorerie	111,0	41,0
- Charge d'impôt	1 097,9	1 086,4
- Résultat financier	708,0	1 069,7
MBA avant résultat financier et impôt	7 721,2	8 027,2
+ Impôt décaissé	(461,9)	(660,8)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	1 043,5	(597,9)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	8 302,8	6 768,5
Investissements corporels et incorporels	(4 315,8)	(4 227,9)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis ^(a)	(287,6)	(640,4)
Acquisitions de participations dans les entreprises associées et co-entreprises ^(a)	(340,6)	(29,8)
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(350,6)	(103,6)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	267,8	212,8
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis ^(a)	11,5	427,9
Cessions de participations dans les entreprises associées et co-entreprises ^(a)	1 288,1	1 165,4
Cessions de titres disponibles à la vente	147,4	281,9
Intérêts reçus d'actifs financiers non courants	196,6	30,3
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants	179,6	93,5
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres	(162,4)	(42,5)

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(3 366,0)	(2 832,5)
Dividendes payés	(2 035,4)	(1 909,8)
Remboursement de dettes financières	(9 042,0)	(5 307,0)
Variation des actifs financiers évalués à leur juste valeur par résultat	(1 193,3)	128,7
Intérêts financiers versés	(819,6)	(940,8)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie	82,4	59,4
Augmentation des dettes financières	11 010,8	2 945,4
Augmentation/diminution de capital	26,2	(32,5)
Achat/vente de titres d'autocontrôle	3,1	(395,8)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ^(a)	(200,8)	20,2
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(2 168,6)	(5 432,3)
Effet des variations de change et divers	121,1	276,4
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE	2 889,2	(1 219,9)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	9 049,3	10 323,8
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	11 938,6	9 103,8

(a) En application d'IAS 27 révisée, les flux de trésorerie liés aux changements de part d'intérêts dans les entités contrôlées doivent désormais être présentés dans la rubrique «flux issus des activités de financement» du tableau de flux de trésorerie.

Dans ce contexte, le Groupe a revu la présentation des acquisitions et cessions de titres consolidés dans le tableau des flux de trésorerie.

Jusqu'au 31 décembre 2009, les lignes «acquisitions d'entités nettes de trésorerie et équivalents de trésorerie acquis» et «cessions d'entités nettes de trésorerie et équivalents de trésorerie cédés» comprenaient les effets trésorerie liées aux acquisitions/cessions d'entités contrôlées exclusivement ou conjointement, aux acquisitions/cessions d'entreprises associées ainsi que les changements de part d'intérêts dans les entités contrôlées exclusivement ou conjointement.

À compter du 1^{er} janvier 2010, les changements de part d'intérêts dans les entités contrôlées sont présentés sur la ligne «changements de parts dans les entités contrôlées» de la rubrique «flux issus des activités de financement». Les acquisitions et cessions d'entreprises associées et des co-entreprises sont présentées distinctement des flux de trésorerie liés à l'acquisition/cession d'entités contrôlées. Les flux de trésorerie liés aux prises et aux pertes de contrôle sur des filiales sont présentés respectivement sur les lignes «prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis» et «perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés».

L'information comparative du 1^{er} semestre 2009 a été retraitée afin de présenter les flux de trésorerie concernés selon cette nouvelle présentation.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>En millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées (*)
Capitaux propres au 31 décembre 2008	2 193 643 820	2 193,6	29 258,3	28 882,6
Résultat net				3 263,2
Autres éléments du résultat global				35,6
Résultat global				3 298,8
Souscriptions d'actions réservées aux salariés et rémunération sur base d'actions	585 870	0,6	9,1	103,3
Dividendes distribués en actions	65 398 018	65,4	1 311,2	(1 376,6)
Dividendes distribués en numéraire				(1 628,3)
Achat/vente de titres d'autocontrôle				(71,7)
Autres variations			(29,6)	27,6
Capitaux propres au 30 juin 2009	2 259 627 708	2 259,6	30 549,0	29 235,7
Capitaux propres au 31 décembre 2009	2 260 976 267	2 261,0	30 589,6	28 810,4
Résultat net				3 564,6
Autres éléments du résultat global				(163,2)
Résultat global				3 401,3
Souscriptions d'actions réservées aux salariés et rémunération sur base d'actions	395 068	0,4	6,2	35,9
Dividendes distribués en numéraire				(1 484,4)
Achat/vente de titres d'autocontrôle				(55,8)
Transactions entre actionnaires				(162,2)
Regroupements d'entreprises				3,2
Autres variations				(2,0)
Capitaux propres au 30 juin 2010	2 261 371 335	2 261,4	30 595,8	30 546,5

(*) Conformément aux normes IFRS, les pertes et gains actuariels sont présentés dans la rubrique «Réserves consolidées».

L'état des variations des capitaux propres au 30 juin 2009 a été modifié afin de présenter des données comparables.

L'Assemblée Générale du 3 mai 2010 a décidé la distribution d'un dividende de 1,47 euro par action au titre de l'exercice 2009.

Un acompte de 0,8 euro par action ayant été versé le 18 décembre 2009, GDF SUEZ a distribué en mai 2010 le solde de 0,67 euro par action, soit un total dividende distribué de 3 257,1 millions d'euros.

Variations de juste valeur et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
(172,4)	(673,3)	(1 741,3)	57 747,7	5 070,6	62 818,3
			3 263,2	363,3	3 626,5
123,4	256,7		415,7	239,7	655,4
123,4	256,7		3 678,9	603,0	4 281,9
			113,0		113,0
			(1 628,3)	(403,9)	(2 032,2)
		74,8	3,1		3,1
39,8	(39,8)		(2,0)	(384,2)	(386,3)
(9,2)	(456,4)	(1 666,5)	59 912,3	4 885,5	64 797,8
623,1	(354,8)	(1 644,1)	60 285,2	5 241,5	65 526,7
			3 564,6	580,7	4 145,3
(192,3)	1 327,9		972,3	233,1	1 205,4
(192,3)	1 327,9		4 536,9	813,9	5 350,8
			42,5		42,5
			(1 484,4)	(422,0)	(1 906,5)
		(340,1)	(395,9)		(395,9)
			(162,2)	108,1	(54,1)
			3,2	1 317,4	1 320,6
			(2,0)	2,8	0,8
430,7	973,1	(1 984,2)	62 823,3	7 061,6	69 884,9

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE GDF SUEZ

GDF SUEZ SA, société mère du Groupe, est une Société Anonyme à Conseil d'Administration soumise aux dispositions du livre II du Code du Commerce, ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux sociétés commerciales françaises. Elle a été constituée le 20 novembre 2004 pour une durée de 99 ans.

Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires, en vigueur et à venir, applicables aux sociétés anonymes et par ses statuts.

Le siège du Groupe est domicilié au 22, rue du docteur Lancereaux à Paris 75008, France.

Les titres de GDF SUEZ sont cotés sur les Bourses de Paris, Bruxelles et Luxembourg. Le Groupe est un des premiers énergéticiens au niveau mondial, présent sur l'ensemble de la chaîne de l'énergie, en électricité et en gaz naturel, de l'amont à l'aval. En inscrivant la croissance responsable au cœur de ses métiers (énergie, services à l'énergie et environnement), il se donne pour mission de relever les grands défis : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources.

En date du 9 août 2010, les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2010 ont été présentés au Conseil d'Administration qui a autorisé leur publication.

NOTE 1 RÉFÉRENTIEL ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Référentiel

En application du règlement européen du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales (IFRS), les états financiers consolidés annuels du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne ⁽¹⁾.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2010, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés condensés intermédiaires n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2009, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2 Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne, à l'exception des éléments suivants en 1.2.1 :

1.2.1 Normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2010

- IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* qui s'applique aux prises de contrôle (au sens de la norme IAS 27 révisée) intervenues depuis le 1^{er} janvier 2010 et IAS 27 révisée – *États financiers consolidés et individuels*.

Les principaux changements introduits par rapport aux principes comptables exposés dans les Notes 1.4.3 «Regroupements d'entreprise» et 1.4.4.1 «Détermination des goodwill» des états financiers consolidés 2009, sont présentés dans la section 1.5 ci-après.

(1) Référentiel disponible sur le site Internet de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

- Improvements to IFRS 2009 – *Améliorations aux normes internationales d'information financière* ;
- Amendement IAS 39 – Éléments éligibles à la couverture ;
- Amendement IFRS 2 – *Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie* ;
- Amendement IFRS 5 (Amélioration annuelle des IFRS 2008) – Classification d'actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) comme détenus en vue de la vente ;
- IFRIC 17 – *Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires*.

Ces amendements et interprétations n'ont pas induit d'impact significatif sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2010.

1.2.2 Normes IFRS et interprétations de l'IFRIC dont l'application est obligatoire après 2010 et non anticipée par le Groupe en 2010

- IFRS 9 – *Instruments financiers* ⁽¹⁾ ;
- Amendement IAS 32 – *Classement des émissions de droits* ;
- IAS 24 révisée – *Parties liées Informations à fournir* ⁽¹⁾ ;
- IFRIC 19 – *Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres* ⁽¹⁾ ;
- Amendement IFRIC 14 – *Cotisations payées d'avance au titre des obligations de financement minimal* ⁽¹⁾ ;
- Improvements to IFRS 2010 – *Améliorations aux normes internationales d'information financière* ⁽¹⁾ ;

L'analyse des incidences de l'application de ces normes et interprétations est en cours.

1.3 Utilisation du jugement et d'estimations

La crise financière a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques et à intégrer une évaluation des risques, en particulier de contrepartie, dans l'évaluation des instruments financiers. Cet environnement de crise et de volatilité extrême des marchés a été pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les business plans et les différents taux d'actualisation utilisés à la fois pour les tests de valeur et les calculs des provisions.

Estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de la période.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers portent principalement sur :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- l'évaluation des provisions et notamment les provisions pour retraitement et stockage des déchets nucléaires, les provisions pour démantèlement des installations, les provisions pour litiges ainsi que les engagements de retraite et assimilés ;
- les instruments financiers ;
- le chiffre d'affaires réalisé et non relevé, dit en compteur ;
- l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés.

Des informations complémentaires sur le contenu de ces estimations sont présentées dans la Note 1 des états financiers consolidés 2009.

Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour la comptabilisation des contrats de concession, la classification des accords qui contiennent des contrats de location, la comptabilisation des acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾ antérieures au 1^{er} janvier 2010, et pour la détermination des «activités normales» au regard d'IAS 39 pour les contrats d'achat et de vente d'électricité et de gaz.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

1.4 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants

(1) Ces normes et interprétations n'étant pas encore adoptées par l'Union Européenne, il s'agit d'une traduction libre.

(2) Anciennement Intérêts Minoritaires.

que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2010 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2010.

Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

1.5 Présentation des changements de principes comptables et de présentation des états financiers introduits par les normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée

L'entrée en vigueur de la norme IFRS 3 révisée modifie les principes comptables Groupe applicables aux regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les principales modifications ayant un impact sur les états financiers du Groupe sont :

- la comptabilisation en charge des coûts directs liés à une acquisition donnant le contrôle ;
- Dans le cas d'une acquisition par achats successifs de titres, les participations détenues antérieurement à la prise de contrôle sont réévaluées par résultat à la juste valeur à la date du regroupement ;

- Pour chaque prise de contrôle, l'acquéreur doit évaluer toute participation ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾ dans l'entreprise acquise, soit à la juste valeur, soit à la part proportionnelle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Auparavant, seule cette dernière option était autorisée. Le Groupe déterminera au cas par cas l'option qu'il souhaite appliquer pour comptabiliser ces participations ne donnant pas le contrôle ;
- les transactions (achats ou ventes) de participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾ et qui ne se traduisent pas par une modification du contrôle, sont comptabilisées comme des transactions entre actionnaires. En conséquence toute différence entre la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue et la valeur comptable correspondante de la participation ne donnant pas le contrôle est comptabilisée directement dans les capitaux propres ;
- conformément à IAS 7 révisée suite à la révision d'IAS 27, l'État des flux de trésorerie comparatif a été retraité.

Les modifications introduites par ces nouvelles normes ont conduit le Groupe à créer dans le compte de résultat une ligne «Effets de périmètre» qui est présentée comme un élément non courant du Résultat des Activités Opérationnelles. Les impacts suivants sont comptabilisés sur cette ligne :

- les coûts directs d'acquisition en cas de prise de contrôle,
- les effets des réévaluations, à la juste valeur à la date d'acquisition, des intérêts précédemment détenus en cas d'acquisitions par étapes,
- les compléments de prix ultérieurs,
- les résultats de cessions de participations qui conduisent à un changement de méthode de consolidation ainsi que, le cas échéant, les effets des réévaluations des intérêts conservés.

La rubrique «Autres résultats de cessions et éléments non récurrents ⁽²⁾» du résultat des activités opérationnelles comprend notamment les plus ou moins-values de cession sur les actifs non courants et les titres disponibles à la vente.

À compter du 1^{er} janvier 2010, les cessions d'actifs non courants ne comprennent pas les cessions de participations conduisant à un changement de méthode de consolidation qui sont désormais incluses dans la ligne «Effets de périmètre».

(1) Anciennement Intérêts Minoritaires.

(2) Anciennement «Cessions d'actifs et autres».

NOTE 2 PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

2.1 Opérations de la période

2.1.1 Prise de contrôle du groupe Hisusa/Agbar (Agbar)

La prise de contrôle par le Groupe GDF SUEZ, *via* SUEZ Environnement, des activités eau et environnement d'Agbar de Barcelona («Agbar»), annoncée le 22 octobre 2009, a été finalisée le 8 juin 2010. Désormais, SUEZ Environnement détient 75,01% du capital d'Agbar (26,64% au niveau GDF SUEZ) et intègre globalement Agbar dans ses comptes consolidés depuis cette prise de contrôle. Criteria CaixaCorp (Criteria), partenaire historique du Groupe dans Agbar, conserve une participation de 24,03% ; le solde (0,96%) est détenu par des actionnaires n'ayant pas apporté leurs titres dans le cadre de l'Offre Publique de Retrait lancée par Agbar entre les 10 et 24 mai derniers.

Les étapes de cette prise de contrôle ont été les suivantes :

- **12 janvier 2010** : approbation par l'Assemblée Générale d'Agbar des résolutions relatives à l'Offre Publique de Retrait de la cote des actions de la société et de la cession par Agbar à Criteria de sa participation dans Adeslas (activité d'assurance santé) ;
- **27 avril 2010** : décision favorable de la Commission Européenne pour la prise de contrôle d'Agbar par SUEZ Environnement ;
- **7 mai 2010** : approbation par la CNMV (autorité espagnole des marchés financiers) de l'Offre Publique de Retrait de la cote lancée par Agbar à un prix de 20 euros par action. L'Offre s'est déroulée du 10 au 24 mai 2010 ;
- **12 mai 2010** : accord de l'autorité de contrôle espagnole des assurances sur la cession par Agbar d'Adeslas à Criteria ;
- **27 mai 2010** : annonce des résultats de l'Offre Publique de Retrait. 91,27% des actionnaires minoritaires ont apporté leurs titres à l'Offre. Cette opération représente un investissement de 273 millions d'euros pour Agbar. Les titres acquis par Agbar dans le cadre de cette Offre ont ensuite été annulés ;
- **8 juin 2010** : finalisation des accords entre SUEZ Environnement et Criteria. Agbar cède la totalité de sa participation dans Adeslas à Criteria pour 687 millions d'euros et parallèlement Criteria cède une partie de ses titres Agbar au Groupe au prix de 20 euros par action, soit un montant total de 666 millions d'euros. À l'issue de ces deux opérations, Criteria conserve une participation minoritaire dans Agbar de 24,03%.

Par ailleurs, Criteria et SUEZ Environnement ont signé un pacte d'actionnaires octroyant à SUEZ Environnement le contrôle du groupe Hisusa, holding détenant lui-même le Groupe Agbar (voir Note 7 «Participations dans les co-entreprises»).

Cette opération est comptabilisée dans les états financiers consolidés condensés semestriels conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée.

En application de cette norme, le Groupe a réévalué à la juste valeur à la date d'acquisition, soit 20 euros par action, les intérêts précédemment détenus. L'effet de cette réévaluation s'élève

à 167 millions d'euros et est comptabilisé sur la ligne «Effets de périmètre» du résultat des activités opérationnelles (voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

La comptabilisation du regroupement d'entreprises sera finalisée au cours du second semestre 2010. Le goodwill provisoire s'élève à 856,6 millions d'euros.

Le Groupe a, par ailleurs, décidé d'évaluer la participation ne donnant pas le contrôle à la part proportionnelle dans l'actif net identifiable du groupe Agbar.

2.1.2 Chili

Le 6 novembre 2009, SUEZ Energy Andino SA («SEA»), filiale du Groupe GDF SUEZ, et Corporación Nacional del Cobre de Chile («Codelco») ont annoncé le projet de fusion de certaines de leurs participations énergétiques actives dans le réseau électrique du Nord du Chili («SING»). Cette fusion a pour objectif principal de simplifier la structure et l'organisation des différentes entités énergétiques concernées, et pour GDF SUEZ d'acquiescer le contrôle exclusif de ces entités et d'améliorer l'efficacité et la qualité du processus décisionnel.

Aux termes de la fusion, devenue effective le 29 janvier 2010, les entités Gasoducto NorAndino SA («GNAC») et Gasoducto NorAndino Argentina SA («GNAA»), précédemment contrôlées par le Groupe, et les entités Electroandina SA («Electroandina»), Distrinor SA («Distrinor») et Central Termoeléctrica Andina SA («CTA») précédemment contrôlées conjointement avec Codelco, sont devenues des filiales de l'entité Edelnor SA («Edelnor»). La participation du Groupe dans Inversiones Hornitos SA («CTH»), entité contrôlée conjointement avec Amsa Holding, a également été transférée à Edelnor.

Les pactes d'actionnaires avec Codelco existant antérieurement ont pris fin à cette date. Le Groupe détient désormais, par l'intermédiaire de sa filiale SEA, un intérêt de 52,4% dans Edelnor, le solde étant détenu par Codelco (40,0%) et un flottant de 7,6% demeurant coté sur la bourse de Santiago (Chili). À partir du 29 janvier, Edelnor et ses filiales sont intégrés globalement dans les comptes consolidés condensés semestriels du Groupe, à l'exception de CTH qui continue à être consolidé par intégration proportionnelle.

La parité d'échange a été déterminée en fonction de valorisations établies sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés des différentes entités concernées. Suite à la prise de contrôle de Electroandina, Distrinor, CTA et Edelnor et en application de la norme IFRS 3 révisée, le Groupe a réévalué à la juste valeur les intérêts précédemment détenus et a constaté la dilution sur les intérêts détenus dans CTH. L'effet de ces opérations s'élève à 164 millions d'euros, et est comptabilisé sur la ligne «Effets de périmètre» du résultat des activités opérationnelles (voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

Le Groupe a décidé d'évaluer la participation ne donnant pas le contrôle à la part proportionnelle dans l'actif net identifiable des entités acquises.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables des entités Electroandina, Distrinor, Edelnor et CTA (en millions d'euros) :

En millions d'euros

Actifs non courants	
Immobilisations incorporelles nettes	322
Immobilisations corporelles nettes	884
Autres actifs	70
Actifs courants	
Autres actifs	175
Trésorerie et équivalents de trésorerie	144
Passifs non courants	
Autres passifs	150
Impôts différés passif	124
Passifs courants	
Autres passifs	405
TOTAL ACTIF NET (100%)	915
Contrepartie transférée	173
Réévaluation des intérêts précédemment détenus	307
Participation ne donnant pas le contrôle	435
GOODWILL PROVISOIRE	0

Au 30 juin 2010, la comptabilisation du regroupement d'entreprises, et notamment la distinction entre immobilisations incorporelles et goodwill, est provisoire. Des immobilisations incorporelles ont été reconnues au 30 juin 2010 au titre des relations clients, la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles s'élève à 4,6 millions d'euros sur la période. Elle est susceptible de faire l'objet de modifications ultérieures en fonction des évaluations définitives à obtenir au cours du second semestre 2010.

La juste valeur de la contrepartie transférée est constituée de la juste valeur des participations apportées pour un montant de 80 millions d'euros et d'un montant de 93 millions d'euros acquitté sous forme de trésorerie.

Les coûts d'acquisition qui s'élèvent à 2 millions d'euros ont été comptabilisés sur la ligne «Effets de périmètre» du résultat des activités opérationnelles (voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe à compter de la date de fusion s'élève respectivement à 221 millions d'euros et 10,8 millions d'euros.

Si la fusion avait eu lieu le 1^{er} janvier 2010, l'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe aurait été respectivement de 34,2 millions d'euros et de 2,6 millions d'euros.

2.1.3 Décroisement des participations communes avec le groupe Veolia Environnement/ Compagnie Générale des Eaux dans les sociétés de gestion de l'eau

Le 23 mars 2010, suite aux consultations des instances représentatives du personnel des sociétés concernées et à l'accord des autorités européennes de la Concurrence, SUEZ Environnement et le groupe Veolia Environnement ont annoncé le décroisement de l'ensemble de leurs participations communes dans des sociétés (dites «paritaires») de gestion de l'eau en France. Ces sociétés étaient précédemment comptabilisées par intégration proportionnelle dans les états financiers de GDF SUEZ.

Au terme de ce processus, lancé le 19 décembre 2008, SUEZ Environnement *via* sa filiale Lyonnaise des Eaux, détient à 100% les huit sociétés suivantes :

- Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement de Marseille (SERAM) ;
- Société Provençale des Eaux (SPE) ;
- Société des Eaux du Nord (SEN) et ses filiales ;
- Société des Eaux de Versailles et de Saint-Cloud (SEVESC) et ses filiales ;
- Société Martiniquaise des Eaux (SME) ;

- Société Guyanaise des Eaux (SGDE) ;
- Société Stéphanoise des Eaux (SSE) ;
- Société Nancéienne des Eaux (SNE).

Cette opération est comptabilisée dans les états financiers consolidés condensés semestriels conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée. Le Groupe a ainsi réévalué à la juste valeur à la date d'acquisition les intérêts précédemment détenus par Lyonnaise des Eaux dans les sociétés dont le Groupe a pris le contrôle et a comptabilisé un effet de réévaluation de 120 millions d'euros sur la ligne «Effets de périmètre» du résultat des activités opérationnelles (voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

Au 30 juin 2010, la comptabilisation du regroupement d'entreprises est provisoire et sera finalisée au cours du second semestre 2010. Le goodwill provisoire s'élève à 227,5 millions d'euros.

Lyonnaise des Eaux a, en parallèle, cédé à Veolia Environnement l'intégralité de ses participations dans la Société des Eaux de Marseille, ainsi que dans la Société des Eaux d'Arles, générant une plus-value consolidée de 81 millions d'euros (sur la ligne «Effets de périmètre» du résultat des activités opérationnelles ; voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

2.1.4 Prise de contrôle dans Astoria

Le 7 janvier 2010, le Groupe a porté à 65,4% sa participation, directe et indirecte, dans la centrale au gaz naturel d'Astoria Energy, Phase I (575 MW), située dans le Queens à New York City. GDF SUEZ a pris ainsi le contrôle de cette installation, désormais intégrée globalement dans les états financiers du Groupe. Précédemment, le Groupe détenait depuis le 16 mai 2008 une participation mise en équivalence de 14,8% dans la centrale. La juste valeur de la contrepartie transférée sous forme de trésorerie est de 147,6 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe s'est engagé à transférer une contrepartie complémentaire conditionnelle dépendant de la performance d'Astoria Energy, Phase I ; la juste valeur de ce complément de prix conditionnel, à la date d'acquisition, est estimée à 8,3 millions d'euros.

Au 30 juin 2010, la comptabilisation du regroupement d'entreprises est provisoire et sera finalisée sur le second semestre 2010. Le goodwill provisoire est non significatif.

Depuis la date d'acquisition, la contribution d'Astoria au chiffre d'affaires et au résultat net part du Groupe s'établit respectivement à 86 millions d'euros et à - 3 millions d'euros.

2.1.5 Cessions des participations du Groupe Fluxys et Fluxys LNG

Dans le cadre de la modification du contexte légal et de la Loi gaz stipulant que les fournisseurs ou leurs entreprises liées ne peuvent détenir plus de 24,99% du capital ou des actions assorties d'un droit de vote d'un gestionnaire d'une infrastructure de transport, GDF SUEZ et Publigaz ont conclu, en mars 2010, un accord portant sur la cession de la totalité de la participation détenue par le Groupe dans Fluxys (38,5%).

La transaction a été réalisée le 5 mai 2010. La cession des 270 530 parts s'est effectuée au prix de 2 350 euros par action, pour un montant total de 636 millions d'euros.

L'accord avec Publigaz prévoyait également que le Groupe GDF SUEZ transfère à Fluxys sa participation de 6,8% dans Fluxys

LNG. Depuis le 5 mai 2010, GDF SUEZ est donc également sorti du capital de Fluxys LNG. La cession des parts de Fluxys LNG s'est effectuée au prix de 28 millions d'euros.

L'opération réalisée dégage une plus-value consolidée de 422 millions d'euros pour GDF SUEZ (voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

Au 30 juin 2009, la contribution de ces entités au résultat des sociétés associées s'était élevée à 27 millions d'euros.

2.1.6 Cession d'Elia

Le Groupe GDF SUEZ a finalisé la cession, à Publi-T, de 12,5% de la participation de sa filiale Electrabel SA dans Elia SA (Elia) le 10 mai 2010. La cession des 6 035 522 parts s'est effectuée au prix de 26,50 euros par action pour un montant total de 160 millions d'euros.

Le Groupe a par ailleurs cédé le 18 mai 2010 les 11,7% résiduels dans Elia SA au prix de 27 euros par action pour un montant total de 153 millions d'euros. Au terme de cette seconde opération, le Groupe n'a plus d'intérêt en Elia.

Ces cessions génèrent une plus-value consolidée de 238 millions d'euros pour GDF SUEZ (voir Note 4.1.4 «Effets de périmètre»).

Au 30 juin 2009, la contribution d'Elia au résultat des sociétés associées s'était élevée à 12 millions d'euros.

2.2 Suivi des principales acquisitions de l'exercice 2009

2.2.1 Echange de capacités de production d'énergie en Europe

Electrabel et E.ON ont signé le 31 juillet 2009 des accords concernant l'échange de capacités de production électrique conventionnelles et nucléaires. Les Conseils d'Administration des deux parties ainsi que les autorités en charge de la concurrence ont validé les accords et l'échange a été réalisé le 4 novembre 2009. À l'issue de cette transaction, Electrabel a acquis auprès d'E.ON des centrales conventionnelles d'une puissance de 860 MW et des capacités hydrauliques d'environ 132 MW. Cette acquisition avait été qualifiée de regroupement d'entreprises.

Au 30 juin 2010, la comptabilisation à la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés reste provisoire et a conduit le Groupe à principalement comptabiliser les centrales acquises à leur juste valeur, basée sur la méthode du «coût de remplacement amorti». Le goodwill provisoire résiduel s'élève à 175 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 453,5 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Conformément à la norme IFRS 3, l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés sera finalisée au second semestre 2010.

2.2.2 Autres opérations

Diverses acquisitions, non significatives individuellement, avaient été réalisées sur l'exercice 2009.

La finalisation de l'affectation du coût de certains de ces regroupements d'entreprises a été réalisée au cours du premier semestre 2010 et n'a pas entraîné de changements significatifs.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

3.1 Secteurs opérationnels

Suite à la nouvelle organisation mise en place à compter du 20 juillet 2009 pour la Branche Énergie Europe et International, désormais composée de cinq zones géographiques au lieu de trois, l'organisation du Groupe est fondée sur 10 secteurs

opérationnels, décrits en Note 3 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

Les informations sectorielles comparatives au titre du premier semestre 2009 ont été retraitées afin de présenter ces informations selon les secteurs correspondant au nouveau découpage en vigueur au sein du Groupe au 30 juin 2010.

3.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

Chiffre d'Affaires

En millions d'euros	30 juin 2009			30 juin 2010		
	Hors Groupe	Groupe	Total	Hors Groupe	Groupe	Total
Énergie France	8 334,1	275,5	8 609,6	8 089,1	270,9	8 360,0
Énergie Europe & International	14 932,4	726,8	15 659,3	15 864,3	862,5	16 726,8
<i>dont : Benelux & Allemagne</i>	6 808,2	449,9	7 258,1	7 348,1	450,2	7 798,3
<i>Europe</i>	4 268,1	229,4	4 497,6	4 038,2	402,1	4 440,3
<i>Amérique du Nord</i>	2 085,4	47,5	2 132,9	2 082,4	10,1	2 092,5
<i>Amérique Latine</i>	961,1	0,0	961,1	1 454,7	0,0	1 454,7
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	809,6	0,0	809,6	940,9	0,0	940,9
<i>Élimination des transactions intra BEEI</i>		(578,6)	(578,6)		(771,8)	(771,8)
Global Gaz & GNL	5 693,9	6 375,8	12 069,7	4 520,2	6 193,9	10 714,1
Infrastructures	491,0	2 467,1	2 958,1	586,5	2 498,6	3 085,1
Énergie Services	6 893,2	83,4	6 976,6	6 692,6	90,3	6 782,9
SUEZ Environnement	5 867,2	4,9	5 872,1	6 593,1	3,1	6 596,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Élimination des transactions internes		(9 933,5)	(9 933,5)		(9 919,3)	(9 919,3)
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	42 211,9	0,0	42 211,9	42 345,9	0,0	42 345,9

EBITDA

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Énergie France	213,6	732,5
Énergie Europe & International	2 673,6	3 098,0
<i>dont : Benelux & Allemagne</i>	1 184,7	1 316,0
<i>Europe</i>	533,3	666,7
<i>Amérique du Nord</i>	386,8	300,8
<i>Amérique Latine</i>	465,5	655,7
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	138,6	211,0
Global Gaz & GNL	1 973,3	1 145,8
Infrastructures	1 646,2	1 832,2
Énergie Services	480,9	481,9
Environnement	950,6	1 042,2
Autres	(80,8)	(138,7)
TOTAL EBITDA	7 857,4	8 193,9

Résultat Opérationnel Courant

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Énergie France	262,0	525,2
Énergie Europe & International	1 927,2	2 253,7
<i>dont : Benelux & Allemagne</i>	908,9	1 065,0
<i>Europe</i>	314,6	427,0
<i>Amérique du Nord</i>	269,7	144,4
<i>Amérique Latine</i>	377,5	510,0
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	96,1	161,2
Global Gaz & GNL	1 105,7	605,3
Infrastructures	1 111,8	1 250,1
Énergie Services	330,1	331,7
SUEZ Environnement	408,3	436,5
Autres	(183,1)	(187,1)
TOTAL ROC	4 961,9	5 215,4

Dotations aux Amortissements

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Énergie France	75,5	(175,5)
Énergie Europe & International	(630,1)	(778,9)
<i>dont : Benelux & Allemagne</i>	(177,7)	(218,6)
<i>Europe</i>	(208,6)	(226,0)
<i>Amérique du Nord</i>	(114,6)	(143,3)
<i>Amérique Latine</i>	(86,5)	(142,4)
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	(42,5)	(48,4)
Global Gaz & GNL	(865,3)	(549,2)
Infrastructures	(531,9)	(583,5)
Énergie Services	(145,6)	(143,8)
SUEZ Environnement	(406,8)	(443,3)
Autres	(18,4)	(34,2)
TOTAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(2 522,5)	(2 708,5)

Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Énergie France	4,6	(0,5)
Énergie Europe & International	18,8	(171,8)
<i>dont : Benelux & Allemagne</i>	0,0	(2,0)
<i>Europe</i>	(0,4)	(170,3)
<i>Amérique du Nord</i>	(1,6)	0,0
<i>Amérique Latine</i>	21,7	(0,2)
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	0,0	0,0
Global Gaz & GNL	(0,0)	(48,4)
Infrastructures	(0,0)	(1,6)
Énergie Services	2,2	(3,6)
SUEZ Environnement	(7,7)	(70,8)
Autres	(31,2)	(46,3)
TOTAL PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS	(13,2)	(343,0)

Capitaux Engagés Industriels

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2009	30 juin 2010
Énergie France	6 615,9	8 016,3
Énergie Europe & International	30 704,2	36 048,5
<i>dont : Benelux & Allemagne</i>	9 575,4	10 157,2
<i>Europe</i>	8 400,6	8 374,9
<i>Amérique du Nord</i>	4 798,3	6 481,3
<i>Amérique Latine</i>	5 223,8	7 539,6
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	2 677,5	3 437,1
Global Gaz & GNL	9 284,6	8 062,9
Infrastructures	18 823,4	17 707,9
Énergie Services	2 290,6	2 808,1
SUEZ Environnement	9 737,6	12 292,8
Autres	(783,2)	(417,3)
TOTAL CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS	76 673,1	84 519,1

Investissements corporels, incorporels et financiers (CAPEX)

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Énergie France	472,4	314,3
Énergie Europe & International	2 568,8	2 139,0
<i>dont : Benelux & Allemagne ⁽¹⁾</i>	751,2	570,5
<i>Europe ⁽¹⁾</i>	722,1	256,6
<i>Amérique du Nord</i>	186,0	204,9
<i>Amérique Latine</i>	576,9	785,5
<i>Moyen-Orient, Asie et Afrique</i>	229,1	327,7
Global Gaz & GNL	679,1	465,6
Infrastructures	786,5	781,2
Énergie Services	237,5	226,7
SUEZ Environnement	672,5	1 530,9
Autres	260,5	78,1
TOTAL INVESTISSEMENTS	5 677,3	5 535,7

(1) Comprend au 30 juin 2009 l'impact lié au changement de segmentation d'Electrabel International Holding de Énergie Benelux-Allemagne vers Énergie Europe pour 4 millions d'euros.

Les investissements financiers sont hors trésorerie des entités acquises mais comprennent les acquisitions complémentaires de

part d'intérêts dans des entités contrôlées comprises dans les flux issus de l'activité de financement (30 millions d'euros).

3.3 Indicateurs clés par zone géographique

Les indicateurs ci-dessous sont ventilés :

- par zone de commercialisation à la clientèle pour le chiffre d'affaires ;
- par zone d'implantation des sociétés consolidées pour les capitaux engagés industriels.

En millions d'euros	Chiffre d'Affaires		Capitaux engagés industriels	
	30 juin 2009	30 juin 2010	31 déc. 2009	30 juin 2010
France	16 600,2	16 315,5	31 316,8	31 038,3
Belgique	6 722,5	7 165,0	5 844,3	6 209,3
Autres Union Européenne	12 655,8	11 527,1	21 944,4	23 906,2
Autres pays d'Europe	533,6	581,6	1 734,9	1 959,2
Amérique du Nord	2 465,8	2 445,8	6 552,5	8 576,7
Asie, Moyen-Orient et Océanie	1 564,6	2 093,1	3 699,8	4 752,7
Amérique du Sud	1 250,1	1 804,4	5 265,1	7 759,2
Afrique	419,3	413,5	315,2	317,6
TOTAL	42 211,9	42 345,9	76 673,1	84 519,1

3.4 Réconciliation de l'EBITDA

Réconciliation de l'EBITDA avec le Résultat Opérationnel Courant

	30 juin 2009	30 juin 2010
Résultat Opérationnel Courant	4 961,9	5 215,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 656,8	2 816,6
Paiements en actions (IFRS 2) et autre	111,0	42,7
Charges nettes décaissées des concessions	127,7	119,1
EBITDA	7 857,4	8 193,9

3.5 Réconciliation des capitaux engagés industriels aux rubriques de l'état de situation financière

	31 déc. 2009	30 juin 2010
Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	81 084,7	89 006,3
Goodwills	27 989,0	28 288,7
<i>goodwill issu de la fusion Gaz de France – Suez</i> ⁽¹⁾	(11 507,0)	(11 507,0)
Participations dans des entreprises associées	2 175,6	2 106,5
Clients et autres débiteurs	19 748,5	19 902,6
<i>appels de marge</i> ^{(1) (2)}	(1 184,6)	(500,6)
Stocks	3 946,9	3 791,5
Autres actifs courants et non courants	6 790,2	7 307,4
Impôts différés	(10 437,5)	(10 451,3)
Provisions	(14 052,7)	(14 856,3)
<i>pertes et gains actuariels en capitaux propres (nets d'impôts différés)</i> ⁽¹⁾	159,0	332,7
Fournisseurs et autres créanciers	(16 594,4)	(16 492,3)
<i>appels de marge</i> ^{(1) (2)}	717,1	451,6
Autres passifs courants et non courants	(11 250,4)	(12 178,9)
Autres passifs financiers	(911,4)	(681,8)
CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS	76 673,1	84 519,1

(1) Ces éléments sont retraités des rubriques de l'état de situation financière pour le calcul des capitaux engagés industriels.

(2) Les appels de marges inclus dans les rubriques «Clients et autres débiteurs» et «Fournisseurs et autres créanciers» correspondent aux avances reçues ou versées dans le cadre des contrats de collatéralisation mis en place par le Groupe afin de diminuer son exposition au risque de contrepartie relatif aux transactions sur matières premières.

NOTE 4 COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Résultat des Activités Opérationnelles

En millions d'euros	30 juin 2009	30 juin 2010
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4 961,9	5 215,4
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	(279,9)	(47,6)
Perte de valeur des actifs corporels, incorporels et financiers	(13,2)	(343,0)
Restructurations	(61,3)	(123,8)
Effet de périmètre	281,2	1 215,9
Autres résultats de cessions et éléments non récurrents	340,1	196,9
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5 229,0	6 113,8

4.1.1 MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel

Cette rubrique présente une charge de 47,6 millions d'euros au 30 juin 2010 (contre une charge de 279,9 millions d'euros au 30 juin 2009) et résulte essentiellement des éléments suivants :

- l'évolution de la juste valeur de contrats à terme mettant en œuvre des stratégies de couvertures économiques non éligibles à la comptabilité de couverture représente une charge nette de 66,0 millions d'euros (contre une charge nette de 185,4 millions d'euros au 30 juin 2009). Cette charge nette de la période résulte d'un effet prix globalement négatif résultant des variations sur le semestre des prix des matières premières sous-jacentes ainsi

que du déboucement de positions dont la valeur de marché était positive à fin décembre 2009. Ces effets négatifs sont partiellement compensés par l'effet positif de la dévaluation de l'euro par rapport au dollar américain et à la livre sterling sur les couvertures de risque de change des contrats d'achats de gaz et de charbon en devises ;

- l'impact de l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie sur actifs non financiers et de la déqualification de certains instruments de couverture du risque de matières premières est positif à hauteur de 18,4 millions d'euros (négatif à hauteur de 84,4 millions d'euros au 30 juin 2009).

4.1.2 Pertes de valeur des actifs corporels, incorporels et financiers

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Pertes de valeur d'actifs		
Goodwills	(0,7)	(4,7)
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	(15,1)	(268,9)
Actifs financiers	(52,9)	(87,4)
Autres	22,3	(0,2)
TOTAL DES PERTES DE VALEUR D'ACTIFS	(46,4)	(361,1)
Reprises de pertes de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	28,7	1,6
Actifs financiers	4,6	16,5
TOTAL DES REPRISES DE PERTES DE VALEUR	33,2	18,1
TOTAL	(13,2)	(343,0)

Au-delà des tests de perte de valeur systématiques annuels relatifs aux goodwills et aux immobilisations incorporelles non amortissables réalisés au second semestre, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des goodwills, immobilisations corporelles et incorporelles. Les pertes de valeur éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeur de marché des actifs concernés.

4.1.2.1 Pertes de valeur sur goodwills

Au 30 juin 2010 comme au 30 juin 2009, les tests ponctuels menés sur les goodwills n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur significative.

4.1.2.2 Pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill)

Les pertes de valeur constatées au 30 juin 2010 sur les immobilisations affectent notamment certains actifs en Espagne au sein de la Division Énergie Europe pour 156 millions d'euros, dont 131 millions d'euros sur un actif de production d'électricité eu égard à sa situation économique dégradée. La valeur recouvrable de ces actifs est déterminée par référence à leur valeur d'utilité, calculée à partir des prévisions de flux de trésorerie qui se fondent sur le plan

moyen terme sur six ans, les projections de flux de trésorerie futurs étant par la suite extrapolées au-delà de cet horizon sur la durée de vie des actifs concernés. Le taux d'actualisation appliqué à ces prévisions est de 7,7%.

Par ailleurs tenant compte des perspectives de développement, des licences d'exploration en Égypte et dans le Golfe du Mexique ont fait l'objet de réductions de valeurs pour un montant de 48 millions d'euros.

4.1.2.3 Pertes de valeur sur actifs financiers

Tant en 2009 qu'en 2010, le Groupe a constaté, sur la base du cours de bourse au 30 juin, une perte de valeur sur les titres Gas Natural de respectivement 46,4 millions d'euros au 30 juin 2010 et 33,0 millions d'euros au 30 juin 2009.

L'examen et l'évolution des titres disponibles à la vente sont présentés en Note 8 « Instruments financiers » des présents états financiers consolidés condensés semestriels.

4.1.3 Restructurations

Au 30 juin 2010, les restructurations comprennent des coûts d'adaptation au contexte économique dans la Branche Environnement (50 millions d'euros) et dans la Branche Énergie

Services (34 millions d'euros). Ce poste intègre également la poursuite des coûts engagés pour le regroupement des sites tant à Bruxelles (22 millions d'euros) qu'à Paris (8 millions d'euros).

Au 30 juin 2009, les restructurations correspondaient à des coûts d'adaptation au ralentissement de l'activité essentiellement dans le secteur de la propreté de SUEZ Environnement et à des coûts liés à la mise en œuvre des projets de déménagement des sièges des groupes GDF SUEZ et SUEZ Environnement à la Défense.

4.1.4 Effets de périmètre

Au 30 juin 2010, ce poste comprend les résultats de cession des titres Fluxys (422 millions d'euros), Elia (238 millions d'euros), ainsi que de la Société des Eaux de Marseille et de la Société des Eaux d'Arles dans le cadre du déboucement des participations conjointes avec le groupe Veolia Environnement/Compagnie Générale des Eaux (81 millions d'euros) (cf. Note 2 «Principales variations de périmètre»).

Par ailleurs, ce poste inclut également les effets de réévaluation des intérêts précédemment détenus (i) au Chili sur les actifs électriques et de transport pour 147 millions d'euros (ii) dans la Lyonnaise des Eaux suite à la prise de contrôle d'entités dans le cadre du déboucement des participations conjointes avec le groupe Veolia Environnement/Compagnie Générale des Eaux pour 120 millions d'euros et (iii) dans le cadre de la prise de contrôle du groupe Hisusa/Agbar pour 167 millions d'euros. Ces trois opérations sont décrites en Note 2 «Principales variations de périmètre».

Au 30 juin 2009, ce poste comprenait principalement les plus-values de cession partielle des sociétés intercommunales wallonnes et de Fluxys.

4.1.5 Autres résultats de cession et éléments non récurrents

Au 30 juin 2010, ce poste comprend essentiellement la plus-value réalisée sur la cession des titres VNG dans la Branche Global Gaz & GNL.

Au 30 juin 2009, ce poste comprenait l'effet de certaines des procédures engagées en France vis-à-vis du Groupe par la Commission Européenne. En effet, suite à la décision de la Commission Européenne dans l'affaire E.ON/GDF du 8 juillet 2009, le Groupe avait ajusté dans les états financiers du premier semestre 2009 le montant de la provision constituée dans le cadre de l'allocation du coût du regroupement d'entreprises issu de la fusion entre Gaz de France et SUEZ aux actifs, passifs et passifs éventuels de Gaz de France, au vu des actions relatives au dossier qui avaient été menées depuis la fusion. Par ailleurs, le Groupe avait constitué une provision pour couvrir l'amende qui lui avait été imposée par la Commission Européenne dans le cadre du dossier de la Compagnie Nationale du Rhône. Enfin, ce poste comprenait également la plus-value générée par la cession à SPE d'une capacité de production de 250 MW conformément aux engagements pris par le Groupe dans le cadre de la Pax Electrica II.

4.2 Résultat financier

En millions d'euros	30 juin 2009			30 juin 2010		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Coût de la dette nette	(948,8)	326,3	(622,5)	(967,6)	60,6	(907,0)
Charges d'intérêts sur dette brute	(1 021,0)	-	(1 021,0)	(949,2)	-	(949,2)
Résultat de change sur dettes financières et couvertures	(33,0)	-	(33,0)	(4,0)	-	(4,0)
Résultat latent des couvertures économiques sur emprunts	-	222,9	222,9	(146,4)	-	(146,4)
Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	103,4	103,4	-	60,6	60,6
Coûts d'emprunts capitalisés ⁽¹⁾	105,2	-	105,2	132,0	-	132,0
Autres produits et charges financiers	(398,1)	312,7	(85,4)	(443,5)	280,8	(162,7)
RÉSULTAT FINANCIER	(1 346,9)	638,9	(708,0)	(1 411,1)	341,4	(1 069,7)

(1) Les coûts d'emprunts capitalisés sont reclassés depuis le 31 décembre 2009 de la rubrique «Autres produits et charges financiers» à la rubrique «Coût de la dette nette», et sont désormais présentés en diminution des charges financières. Les données au 30 juin 2009 ont été retraitées à des fins de comparabilité.

L'évolution du coût de la dette nette résulte d'une part de l'évolution de son encours, comme présenté en Note 8.3.2 «Principales

émissions de la période», et d'autre part de la non-reconduction de résultats positifs de couvertures sur emprunts.

4.3 Impôts

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2010
Résultat net (A)	3 626,4	4 145,3
Charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée en résultat (B)	(1 097,9)	(1 086,4)
Quote-part de résultat des entreprises associées (C)	203,4	187,7
RÉSULTAT AVANT IMPÔT ET RÉSULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIÉES (A) - (B) - (C) = (D)	4 521,0	5 044,1
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT - (B)/(D)	24,3%	21,5%

L'évolution du taux effectif d'impôt est en baisse entre le 30 juin 2009 et le 30 juin 2010 de 2,8 points. Cette diminution résulte de l'importance des résultats de cession et des effets de périmètre sur le premier semestre 2010 (cf. Notes 4.1.4 et 4.1.5), ces éléments étant le plus souvent sans effet impôt.

Sur le 1^{er} semestre 2010, le Groupe n'a pas tenu compte d'une charge éventuelle au titre de la taxation des activités nucléaires en Belgique. En effet, l'accord conclu avec le gouvernement belge en octobre 2009 prévoyait en contrepartie de cette

taxation la prolongation de la durée d'exploitation de certaines unités nucléaires. Cet accord doit encore être transposé par voie législative, pour être exécutoire.

Pour rappel, au 31 décembre 2009, suite à la loi-programme du 23 décembre 2009, le Groupe avait comptabilisé une charge d'impôt spécifique sur les activités nucléaires de 213 millions d'euros. La loi-programme de 2009 ne concerne que 2009 et ne s'applique pas à l'exercice 2010.

NOTE 5 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles
A. VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2009	28 238,0	16 318,6	98 360,0
Acquisitions	1 125,8	545,6	3 575,1
Cessions	(832,8)	(58,1)	(417,8)
Variations de périmètre		1 301,8	4 155,2
Écarts de conversion	434,1	348,4	3 663,0
Autres	(437,6)	12,8	232,8
Au 30 juin 2010	28 527,4	18 469,0	109 568,3
B. AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2009	(249,0)	(4 898,7)	(28 695,2)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(3,4)	(547,7)	(2 429,7)
Cessions	27,3	44,8	300,6
Variations de périmètre		(361,2)	(1 537,7)
Écarts de conversion	(13,2)	(123,1)	(880,8)
Autres	(0,4)	16,8	80,8
Au 30 juin 2010	(238,7)	(5 869,1)	(33 162,0)
C. VALEUR NETTE COMPTABLE = A + B AU 31 DÉCEMBRE 2009	27 989,0	11 419,9	69 664,9
Au 30 juin 2010	28 288,7	12 599,9	76 406,3

Les variations de goodwill enregistrées sur la ligne «Acquisitions» correspondent essentiellement à la prise de contrôle du groupe Hisusa/Agbar comme décrit en Note 2 «Principales variations de périmètre» (856,6 millions d'euros), et au décroisement des

sociétés paritaires anciennement détenues par Lyonnaise des Eaux et le groupe Veolia Environnement (227,5 millions d'euros).

Les variations de goodwill enregistrées sur la ligne «Cessions» correspondent essentiellement à la décomptabilisation du

goodwill antérieurement reconnu sur le groupe Hisusa/Agbar suite à la prise de contrôle (671,0 millions d'euros), ainsi qu'à la quote-part de goodwill cédée des Unités Génératrices de Trésorerie Infrastructures-Transport (155,0 millions d'euros) et Énergie Benelux & Allemagne (7,9 millions d'euros) dans le cadre de la cession des titres Elia et des cessions partielles des intercommunales wallonnes.

Les variations nettes de périmètre ont un impact sur les immobilisations incorporelles et corporelles de 3 558,1 millions d'euros. Elles ont principalement trait à la prise de contrôle du groupe Hisusa/Agbar (1 833,1 millions d'euros), des entités chiliennes

dans le domaine de l'énergie (868,0 millions d'euros) et d'Astoria aux États-Unis (750,9 millions d'euros), ainsi qu'au décroisement des sociétés paritaires anciennement détenues par Lyonnaise des Eaux et le groupe Veolia Environnement (61,8 millions d'euros). Voir à ce sujet la Note 2 «Principales variations de périmètre».

Les écarts de conversion sur la valeur brute des immobilisations corporelles sont essentiellement constatés sur le dollar américain (2 046,1 millions d'euros), le réal brésilien (709,8 millions d'euros), le baht thaïlandais (319,8 millions d'euros) et la livre sterling (233,6 millions d'euros).

NOTE 6 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

En millions d'euros	Valeurs comptables des participations dans les entreprises associées		Quote-part de résultat dans les entreprises associées	
	31 déc. 2009	30 juin 2010	30 juin 2009	30 juin 2010
Sociétés intercommunales belges	510,2	575,8	69,3	112,6
Elia	(85,5)	0,0	12,3	0,0
Fluxys	242,0	0,0	27,0	0,0
GASAG	462,8	461,5	24,1	16,0
GTT	132,0	121,8	19,4	1,9
Noverco	157,0	220,5	9,8	11,6
Autres	757,2	726,8	41,4	45,5
TOTAL	2 175,6	2 106,5	203,4	187,7

Les principales variations sur le premier semestre 2010 s'expliquent par :

- la cession des titres d'Elia ;
- la cession des titres de Fluxys

Le montant des dividendes encaissés par le Groupe en juin 2010 et 2009 et provenant des entreprises associées s'est élevé respectivement à 124,7 millions d'euros et 234,1 millions d'euros.

Les goodwill constatés par le Groupe lors de l'acquisition des entreprises associées figurent également dans le poste ci-dessus pour un montant net de 225,2 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 280,3 millions d'euros au 31 décembre 2009.

NOTE 7 PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES

Les contributions des principales co-entreprises dans les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe se détaillent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Pourcentage d'intégration	Actifs courants	Actifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants	Chiffre d'affaires	Résultat net
État de situation financière au 31 décembre 2009/Compte de résultat au 30 juin 2009							
EFOG	22,5	130,9	348,2	13,3	173,1	67,0	38,0
Energia Sustentavel Do Brasil	50,1	120,9	471,9	21,7	69,3	0,0	1,3
Groupe ACEA/Electrabel	40,6 ^(a)	416,9	717,8	681,1	157,5	624,3	(6,4)
Groupe Hisusa	51,0 ^(b)	947,9	2 886,0	938,8	1 026,2	821,5	12,2
Groupe SPP	24,5	244,5	1 644,3	115,2	198,6	355,3	78,8
WSW Energie und Wasser	33,1	58,8	305,3	44,5	45,8	0,0	3,1
Senoko	30,0	76,9	653,0	34,4	130,7	183,6	2,5
Sociedad GNL Mejillones	50,0	20,0	170,7	143,4	51,2	0,0	(32,3)
Tirreno Power	35,0	126,9	565,1	131,6	415,9	177,8	21,8
Au 30 juin 2010							
EFOG	22,5	171,7	361,2	15,4	182,8	89,7	40,0
Energia Sustentavel Do Brasil	50,1	177,1	862,9	60,7	406,1	0,0	1,0
Groupe ACEA/Electrabel	40,6 ^(a)	479,8	712,0	726,1	156,4	630,6	18,5
Groupe SPP	24,5	249,7	1 635,7	176,2	261,2	364,8	69,9
WSW Energie und Wasser	33,1	49,0	306,7	53,5	58,9	118,8	4,3
Senoko	30,0	122,6	770,4	80,4	542,3	263,2	4,6
Sociedad GNL Mejillones	50,0	65,5	253,3	248,1	82,0	26,8	(5,8)
Tirreno Power	35,0	123,3	555,7	91,8	433,2	161,5	13,2

(a) Pourcentage d'intégration des holdings.

(b) En 2009 le Groupe Hisusa intégrait globalement Agbar et ses filiales contrôlées, et était lui-même intégré proportionnellement à 51% par GDF SUEZ.

Le groupe Hisusa a été intégré globalement suite à la prise de contrôle du groupe Hisusa/Agbar par SUEZ Environnement en date du 8 juin 2010. L'opération est décrite en Note 2 «Principales variations de périmètre».

NOTE 8 INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Actifs financiers

Les différents actifs financiers sont les suivants :

En millions d'euros	31 déc. 2009			30 juin 2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Titres disponibles à la vente	3 562,9		3 562,9	3 533,2		3 533,2
Prêts et créances au coût amorti	3 125,1	25 620,9	28 746,0	3 212,2	26 652,4	29 864,5
<i>Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)</i>	2 426,2	947,1	3 373,3	2 631,0	1 109,2	3 740,2
<i>Clients et autres débiteurs</i>		19 748,5	19 748,5		19 902,6	19 902,6
<i>Autres actifs (*)</i>	698,8	4 925,4	5 624,2	581,1	5 640,6	6 221,7
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	1 926,7	9 084,8	11 011,5	2 990,2	7 770,1	10 760,3
<i>Instrument financiers dérivés</i>	1 926,7	7 404,8	9 331,5	2 990,2	6 181,3	9 171,5
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat hors dérivés</i>		1 680,0	1 680,0		1 588,8	1 588,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		10 323,8	10 323,8		9 103,8	9 103,8
TOTAL	8 614,7	45 029,5	53 644,2	9 735,5	43 526,3	53 261,8

(*) Les autres actifs ne tiennent pas compte des montants relatifs aux droits de tirage dans des centrales nucléaires en Allemagne acquis auprès d'E.ON.

8.1.1 Titres disponibles à la vente

En millions d'euros

Au 31 décembre 2009	3 562,9
Acquisitions	105,2
Cessions en valeur nette	(76,9)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	(88,3)
Variation de juste valeur enregistrée en résultat	(58,0)
Variations de périmètre, change et divers	88,2
Au 30 juin 2010	3 533,1

Les titres disponibles à la vente détenus par le Groupe s'élevaient à 3 533,1 millions d'euros au 30 juin 2010 qui se répartissent entre 832,2 millions d'euros de titres cotés et 2 700,9 millions d'euros d'actions non cotées.

Le Groupe a examiné la valeur des différents titres disponibles à la vente, afin de déterminer au cas par cas, en fonction de l'ensemble des informations disponibles et compte tenu du contexte actuel de marché, s'il y avait lieu de comptabiliser des pertes de valeur.

Pour les titres cotés, parmi les éléments pris en considération, le Groupe estime qu'une baisse du cours de plus de 50% en-

dessous du coût historique ou qu'une baisse du cours en-deçà du coût historique pendant plus de 12 mois sont des indices de perte de valeur.

Une variation à la baisse de 10% des cours de bourse des titres cotés aurait un impact d'environ - 83 millions d'euros sur le Résultat Global du Groupe.

Le principal titre non coté est Atlantic LNG, dont la valorisation est basée sur la méthode d'actualisation des dividendes et des cash flows. Les principales hypothèses ayant une incidence sur sa valorisation sont les volumes de production et les prix

de l'énergie. Une variation de 10% de la valeur globale du titre Atlantic LNG n'entraînerait qu'un impact sur les capitaux propres de 72,4 millions d'euros.

Un complément de perte de valeur de 46,4 millions d'euros a été enregistré au premier semestre sur les titres Gas Natural, consécutivement à la baisse du cours constatée sur la période.

Après examen évoqué ci-dessus, le Groupe estime qu'il n'y a pas de dépréciation significative sur les autres titres disponibles à la vente.

Les profits et pertes enregistrés en capitaux propres et en résultat sur les titres disponibles à la vente sont les suivants :

Évaluation ultérieure à l'acquisition

En millions d'euros	Dividendes	Var. de juste valeur	Effet de change	Perte de valeur	Résultat de cession
Capitaux propres (*)	-	(23,4)	(17,1)	-	-
Résultat	228,7	-	-	(66,1)	101,3
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2009	228,7	(23,4)	(17,1)	(66,1)	101,3
Capitaux propres (*)	-	(88,3)	88,6	-	-
Résultat	92,1	-	-	(52,8)	189,6
TOTAL AU 30 JUIN 2010	92,1	(88,3)	88,6	(52,8)	189,6

* Hors effet impôt.

8.2 Passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés soit :

- en «autres passifs au coût amorti» pour les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres créanciers, et les autres passifs financiers ;
- en «passifs évalués à la juste valeur par résultat» pour les instruments financiers dérivés.

Les différents passifs financiers au 30 juin 2010 sont les suivants :

En millions d'euros	31 décembre 2009			30 juin 2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières	32 154,8	10 117,4	42 272,2	35 184,2	9 311,2	44 495,4
Instruments financiers dérivés	1 791,9	7 169,6	8 961,4	2 343,2	6 155,7	8 498,9
Fournisseurs et autres créanciers	-	16 594,4	16 594,4	-	16 492,3	16 492,3
Autres passifs financiers	911,4	-	911,4	681,8	-	681,8
TOTAL	34 858,1	33 881,4	68 739,4	38 209,2	31 959,2	70 168,3

8.3 Endettement financier net

8.3.1 Endettement financier net par nature

En millions d'euros	31 décembre 2009			30 juin 2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Encours des dettes financières	31 417,8	9 592,9	41 010,6	35 000,7	8 051,2	43 051,8
Impact du coût amorti	636,1	244,1	880,2	(11,7)	556,0	544,3
Impact de la couverture de juste valeur ^(a)	100,9	91,7	192,6	195,2	181,3	376,5
Cash collatéral		188,6	188,6		522,7	522,7
DETTES FINANCIÈRES	32 154,8	10 117,4	42 272,1	35 184,2	9 311,2	44 495,3
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette au passif ^(b)	636,7	115,1	751,9	1 056,0	224,4	1 280,4
DETTE BRUTE	32 791,5	10 232,5	43 024,0	36 240,2	9 535,6	45 775,7
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	0,0	(1 608,7)	(1 608,7)	0,0	(1 555,8)	(1 555,8)
Cash collatéral		(71,3)	(71,3)		(33,0)	(33,0)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	0,0	(10 323,8)	(10 323,8)	0,0	(9 103,8)	(9 103,8)
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette à l'actif ^(b)	(938,6)	(114,8)	(1 053,4)	(1 529,1)	(68,8)	(1 597,9)
TRÉSORERIE ACTIVE	(938,6)	(12 118,5)	(13 057,1)	(1 529,1)	(10 761,5)	(12 290,6)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	31 852,9	(1 886,1)	29 966,8	34 711,1	(1 225,9)	33 485,2
Encours des dettes financières	31 417,8	9 592,9	41 010,6	35 000,7	8 051,2	43 051,8
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	0,0	(1 608,7)	(1 608,7)	0,0	(1 555,8)	(1 555,8)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	0,0	(10 323,8)	(10 323,8)	0,0	(9 103,8)	(9 103,8)
ENDETTEMENT NET HORS COÛT AMORTI, EFFETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET CASH COLLATÉRAL	31 417,8	(2 339,6)	29 078,1	35 000,7	(2 608,5)	32 392,2

(a) Ce poste correspond à la revalorisation de la composante taux des dettes dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur.

(b) Il s'agit de la juste valeur des dérivés affectés économiquement à la dette, qualifiés ou non de couverture, y compris les dérivés qualifiés de couverture d'investissement net.

8.3.2 Principales émissions de la période

Au cours du premier semestre 2010, le Groupe GDF SUEZ a réalisé un ensemble d'émissions d'emprunts obligataires pour un montant total de 862 millions d'euros, dont principalement :

- une émission obligataire de 500 millions d'euros, portant un coupon de 4,125% et dont l'échéance arrivera en 2022.

Par ailleurs, une nouvelle ligne de crédit syndiquée a été signée le 16 juin pour un montant de 4 milliards d'euros sur cinq ans, avec la participation de 18 banques.

Dans le cadre de la politique de gestion des risques du Groupe, ces émissions font l'objet d'une couverture pour limiter l'exposition

du Groupe aux variations de taux d'intérêt ou de change. La sensibilité de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) au risque de taux et de change est présentée en Note 9 «Gestion des risques liés aux instruments financiers».

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2010, les variations de périmètre entraînent une augmentation de 1 962 millions d'euros de l'endettement net, et les variations de change représentent une augmentation de 1 610 millions d'euros (dont 1 120 millions d'euros sur le dollar américain).

8.3.3 Ratio d'endettement

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2009	30 juin 2010
Endettement financier net	29 966,8	33 485,2
Total Capitaux propres	65 526,6	69 884,8
RATIO D'ENDETTEMENT	45,7%	47,9%

8.4 Instruments financiers dérivés

Actifs financiers dérivés

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2009			30 juin 2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	938,6	114,8	1 053,4	1 529,1	68,8	1 597,9
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	961,5	7 252,0	8 213,5	1 360,1	6 079,3	7 439,4
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments	26,6	38,1	64,7	100,9	33,2	134,1
TOTAL	1 926,7	7 404,9	9 331,5	2 990,2	6 181,3	9 171,5

Passifs financiers dérivés

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2009			30 juin 2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	636,7	115,1	751,8	1 056,0	224,4	1 280,4
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	1 085,2	7 031,0	8 116,2	1 143,3	5 897,7	7 041,0
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments	69,9	23,5	93,4	143,9	33,6	177,5
TOTAL	1 791,9	7 169,6	8 961,4	2 343,2	6 155,7	8 498,9

L'évolution à la baisse constatée sur la période résulte principalement de l'évolution des prix des matières premières et de

l'arrivée à échéance d'instruments, partiellement compensés par des effets de périmètre.

Détail de la juste valeur des instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières

En millions d'euros	31 déc. 2009				30 juin 2010			
	Actifs		Passifs		Actifs		Passifs	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Instruments financiers dérivés afférents aux activités de portfolio management	2 335,5	961,5	(2 193,6)	(1 085,2)	2 019,3	1 360,1	(2 062,9)	(1 143,3)
<i>Couverture de flux de trésorerie</i>	1 213,6	516,2	(1 389,4)	(592,0)	1 113,2	764,7	(1 190,0)	(537,4)
<i>Couverture de juste valeur</i>	164,4	58,1	(153,3)	(56,9)	198,3	56,6	(201,0)	(56,3)
<i>Autres instruments financiers dérivés</i>	957,5	387,2	(650,9)	(436,4)	707,7	538,8	(671,8)	(549,6)
Instruments financiers dérivés afférents aux activités de <i>trading</i>	4 916,6	-	(4 837,4)	-	4 060,0	-	(3 834,8)	-
TOTAL	7 252,0	961,5	(7 031,0)	(1 085,2)	6 079,3	1 360,1	(5 897,7)	(1 143,3)

Les instruments dérivés sont mis en place dans le cadre de la politique de gestion du risque du Groupe, décrite en Note 15 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009. La Gestion des

risques liés aux instruments financiers est présentée en Note 9 des présents états financiers consolidés condensés semestriels.

NOTE 9 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Groupe utilise principalement des dérivés pour couvrir son exposition aux risques de marché. La politique de gestion des risques est décrite en Note 15 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

9.1 Risque de contrepartie

Le Groupe est exposé, par ses activités opérationnelles et financières, aux risques de défaillance de ses contreparties (clients,

fournisseurs, intermédiaires, banques) lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

9.1.1 Activités opérationnelles

L'encours des créances clients et autres débiteurs, dont l'échéance est dépassée, est analysé ci-après :

Clients et autres débiteurs	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés	Actifs non dépréciés non échus	Total
	0-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1 an	Total			
En millions d'euros					Total	Total	Total
au 31 décembre 2009	1 085,6	304,7	176,8	1 567,0	1 447,2	17 900,5	20 914,8
au 30 juin 2010	1 251,2	220,7	387,6	1 859,5	1 666,0	17 654,8	21 180,3

Le Groupe estime par ailleurs n'être exposé à aucun risque significatif en terme de concentration de crédit compte tenu de la diversité de son portefeuille clients.

Dans le cas des instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières, le risque de contrepartie correspond à la juste

valeur positive des dérivés. Lors de l'évaluation des instruments financiers dérivés, le facteur risque de contrepartie est intégré dans la détermination de la juste valeur de ces dérivés.

Risques de contreparties ^(a)	31 déc. 2009		30 juin 2010	
	Investment Grade ^(b)	Total	Investment Grade ^(b)	Total ^(d)
<i>En millions d'euros</i>				
Contreparties				
Exposition brute	9 629,3	10 476,7	7 494,0	8 117,4
Exposition nette ^(c)	2 451,0	2 647,8	1 763,0	1 869,9
% de l'exposition crédit des contreparties «Investment Grade»	92,6%		94,3%	

(a) Ne comprend pas les positions dont la juste valeur est négative.

(b) Sont incluses dans la colonne "Investment Grade" les opérations avec des contreparties dont la notation minimale est respectivement BBB- chez Standard & Poor's, Baa3 chez Moody's, ou un équivalent chez Dun & Bradstreet. L'«Investment Grade» est également déterminé en utilisant les notations de crédit accessibles au public et en prenant en considération l'existence des actifs gagés, ainsi que de lettres de crédit et de garanties des maisons mères.

(c) Après prise en compte du collatéral, d'accords de compensation et d'autres techniques de rehaussement de crédit.

(d) L'écart entre le montant exposé au risque de contrepartie et le total des instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières à l'actif du bilan provient de créances clients et de contrats d'achat ou de vente de matières premières entrant dans le cadre de l'activité normale du Groupe.

9.1.2 Activités financières

9.1.2.1 Risque de contrepartie lié aux prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs)

L'encours des prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs) dont l'échéance est dépassée est analysé ci-après :

Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés	Actifs non dépréciés non échus	Total
	0-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1 an	Total			
<i>En millions d'euros</i>							
au 31 décembre 2009	15,0	2,0	10,0	27,0	463,5	3 344,9	3 835,4
au 30 juin 2010	7,9	5,6	22,0	35,5	508,3	3 666,4	4 210,2

L'encours des prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs) ne comprend pas les éléments de perte de valeur, variation de juste valeur et de coût amorti pour respectivement - 491,2 millions d'euros, 0,2 million d'euros et 21,0 millions d'euros au 30 juin 2010 (contre - 463,5 millions d'euros, - 4,6 millions d'euros et 6,0 millions d'euros au 31 décembre 2009).

L'évolution des prêts et créances au coût amorti est présentée en Note 8.1 «Actifs financiers».

9.1.2.2 Risque de contrepartie lié aux activités de placement

Au 30 juin 2010, le Groupe est exposé au risque de contrepartie de par le placement de ses excédents de trésorerie (hors prêts à des sociétés non consolidées) à hauteur de 10 692 millions d'euros, et de par ses instruments financiers dérivés à hauteur de 1 598 millions d'euros ; soit la somme de leurs justes valeurs positives.

La politique Groupe en matière de gestion du risque de contrepartie s'appuie sur :

- une grande sélectivité sur la qualité des contreparties ; près de 90% sont *Investment Grade* ;

- une diversification significative ; aucune contrepartie ne représentant plus de 10% des encours de placements ;
- la mise en place de contrats de collatéralisation (appels de marge) permettant de réduire l'exposition totale sur les instruments financiers dérivés.

Risque de contrepartie lié aux activités de placement	31 décembre 2009			30 juin 2010		
	Investment Grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non Investment Grade ^(b)	Investment Grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non Investment Grade ^(b)
% de l'exposition aux contreparties	84%	15%	1%	87%	12%	1%

(a) Contreparties dont la notation minimale est BBB- chez Standard & Poors ou Baaa3 chez Moody's.

(b) L'essentiel de ces deux expositions est porté par des sociétés consolidées dans lesquelles existent des intérêts minoritaires ou par des sociétés du Groupe opérant dans des pays émergents, où la trésorerie n'est pas centralisable et est donc placée localement.

Par ailleurs au 30 juin 2010, aucune contrepartie ne représentait plus de 10% des placements des excédents de trésorerie (contre 13% au 31 décembre 2009).

9.1.2.3 Risque de contrepartie lié aux autres actifs

Les autres actifs, comprenant notamment des créances fiscales et des droits à remboursement, ne sont ni échus, ni dépréciés. Le Groupe estime par ailleurs ne pas être exposé au risque de contrepartie sur ces actifs.

9.2 Risque de liquidité

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe est exposé à un risque de manque de liquidités permettant de faire face à ses engagements contractuels. Aux risques inhérents à la gestion du BFR (Besoin en Fonds de Roulement) viennent s'ajouter les appels de marge requis par certaines activités de marché.

La liquidité repose sur le maintien de disponibilités et de facilités de crédit confirmées. Le Groupe dispose de facilités de crédit confirmées compatibles avec sa taille et les échéances auxquelles il doit faire face. Le montant de ces facilités de crédit confirmées représente 16 546 millions d'euros au 30 juin 2010, dont

1 664 millions d'euros de lignes tirées. 75% des lignes de crédit totales et 83% des lignes non tirées sont centralisées. Aucune de ces lignes centralisées ne contient de clause de défaut liée à des ratios financiers ou à des niveaux de notation.

Au 30 juin 2010, les ressources bancaires représentent 37% de la dette brute (hors découverts bancaires, coût amorti et effet des dérivés), le reste étant principalement financé par le marché des capitaux (dont 22 653 millions d'euros de dettes obligataires, soit 55% de la dette brute). Les encours d'émission de papier court terme (billets de trésorerie et *Commercial paper*) représentent 8% de la dette brute et s'élevaient à 3 147 millions d'euros au 30 juin 2010.

La trésorerie, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat, nets des découverts bancaires, s'élève à 8 854 milliards d'euros au 30 juin 2010.

9.2.1 Flux contractuels non actualisés relatifs aux activités financières

Au 30 juin 2010, les flux contractuels non actualisés sur l'endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés par date de maturité sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	TOTAL Au 31 décembre 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
ENCOURS DES DETTES FINANCIÈRES	41 010,7	9 592,9	2 124,8	4 186,0	2 808,5	5 187,6	17 110,8
Actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat et Trésorerie et équivalents de trésorerie	(11 932,5)	(11 932,5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENDETTEMENT NET HORS COÛT AMORTI, EFFETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET CASH COLLATÉRAL	29 078,2	(2 339,6)	2 124,8	4 186,0	2 808,5	5 187,6	17 110,8

<i>En millions d'euros</i>	TOTAL Au 30 juin 2010	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Emprunts obligataires	22 553,3	153,8	856,6	3 051,0	1 365,6	3 932,2	13 194,1
Billets de trésorerie	3 148,6	3 011,6	137,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages sur facilités de crédit	1 663,8	734,7	72,0	333,8	112,1	44,7	366,5
Emprunts sur location financement	1 545,7	73,3	151,1	135,3	159,3	118,1	908,6
Autres emprunts bancaires	10 963,8	193,5	791,1	1 179,3	1 559,1	1 118,0	6 122,9
Autres emprunts	1 370,7	(0,0)	70,5	328,2	173,6	0,0	798,4
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	1 806,0	1 806,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENCOURS DES DETTES FINANCIÈRES	43 051,9	5 972,9	2 078,3	5 027,6	3 369,7	5 212,9	21 390,5
Actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat	(1 555,8)	(1 555,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(9 103,8)	(9 103,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENDETTEMENT NET HORS COÛT AMORTI, EFFETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET CASH COLLATÉRAL	32 392,2	(4 686,8)	2 078,3	5 027,6	3 369,7	5 212,9	21 390,5

Les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	TOTAL Au 31 décembre 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières	13 694,4	1 600,3	1 557,7	1 517,9	1 356,6	1 219,8	6 442,1

<i>En millions d'euros</i>	TOTAL Au 30 juin 2010	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières	15 591,0	510,2	2 290,8	1 672,8	1 532,2	1 394,8	8 190,1

Les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dérivés (hors matières premières) enregistrés au passif et à l'actif par date de maturité sont les suivants (montants nets) :

En millions d'euros	TOTAL Au 31 décembre 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Dérivés (hors matières premières)	325,9	90,7	222,9	49,9	(9,1)	(15,3)	(13,1)

En millions d'euros	TOTAL Au 30 juin 2010	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Dérivés (hors matières premières)	816,7	480,2	268,5	(55,2)	92,4	(57,3)	88,2

Les facilités de crédit confirmées non utilisées ont les échéances suivantes :

En millions d'euros	TOTAL Au 31 décembre 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Programme de facilités de crédit confirmées non utilisées	14 691,2	2 991,1	751,4	9 473,7	126,8	1 130,5	217,7

En millions d'euros	TOTAL Au 30 juin 2010	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Programme de facilités de crédit confirmées non utilisées	14 882,6	1 372,2	1 212,7	5 362,0	272,3	1 182,5	5 480,9

9.2.2 Flux contractuels non actualisés relatifs aux activités opérationnelles

dérivés sur matières premières passifs et actifs enregistrés à la date de clôture.

Le tableau ci-dessous représente une analyse des flux de juste valeur non actualisés dus et à recevoir des instruments financiers

Risque de liquidité En millions d'euros	Total	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Instruments financiers dérivés passifs							
<i>afférents aux activités de portfolio management</i>	(3 302,2)	(2 224,3)	(722,8)	(245,5)	(39,2)	(17,7)	(52,7)
<i>afférents aux activités de trading</i>	(4 814,1)	(4 814,1)					
Instruments financiers dérivés actifs							
<i>afférents aux activités de portfolio management</i>	3 268,1	2 278,4	673,0	256,4	44,9	3,8	11,6
<i>afférents aux activités de trading</i>	4 894,9	4 894,9					
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2009	46,7	134,9	(49,9)	10,9	5,7	(13,9)	(41,1)

Risque de liquidité							
<i>En millions d'euros</i>	Total	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans
Instruments financiers dérivés passifs							
<i>afférents aux activités de portfolio management</i>	(3 191,9)	(1 363,7)	(1 239,1)	(447,8)	(65,5)	(22,3)	(53,6)
<i>afférents aux activités de trading</i>	(3 874,3)	(3 874,3)					
Instruments financiers dérivés actifs							
<i>afférents aux activités de portfolio management</i>	3 366,1	1 429,4	1 147,8	537,1	157,1	34,4	60,2
<i>afférents aux activités de trading</i>	4 133,1	4 133,1					
TOTAL AU 30 JUIN 2010	433,0	324,6	(91,3)	89,3	91,6	12,2	6,6

9.3 Risques de marché

9.3.1 Risques de marché sur matières premières

9.3.1.1 Activités de portfolio management

Analyse de sensibilité	<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2009		30 juin 2010		
		Variations de prix	Impact sur le résultat avant impôts	Impact sur les capitaux propres avant impôts	Impact sur le résultat avant impôts	Impact sur les capitaux propres avant impôts
Produits pétroliers	+ 10,00 \$US/bbl		(96,6)	326,2	(218,5)	329,3
Gaz naturel	+ 3,00 €/MWh		166,9	(12,6)	52,8	(2,5)
Charbon	+ 10,00 \$US/ton		82,4	70,7	39,4	42,7
Électricité	+ 5,00 €/MWh		(30,4)	(46,4)	(71,5)	(24,1)
Droits d'émission de gaz à effet de serre	+ 2,00 €/ton		(32,1)	(6,5)	(12,0)	(1,5)
EUR/USD	+ 10,00%		76,2	(212,7)	96,7	(178,8)
EUR/GBP	+ 10,00%		(58,8)	(1,6)	59,7	3,7

9.3.1.2 Activités de trading

Le Groupe utilise un horizon de détention de 1 jour et un intervalle de confiance de 99% pour le calcul de la VaR.

Value at risk					
<i>En millions d'euros</i>	2009 moyenne ^(a)	30 juin 2010	2010 moyenne ^(a)	Maximum 2010 ^(b)	Minimum 2010 ^(b)
Activités de <i>trading</i>	6,2	10,9	9,4	15,9	4,7

(a) Moyenne des VaR quotidiennes.

(b) Maximum et minimum observés en fin de mois en 2010.

9.3.2 Risque de change

L'analyse de sensibilité a été établie sur base de la situation de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) à la date de clôture.

Pour le risque de change, la sensibilité correspond à une variation de cours de change de +/- 10% par rapport au cours de clôture.

Impact sur le résultat

Une variation des cours de change des devises contre euro n'a d'impact en résultat que sur les passifs libellés dans une autre devise que la devise de reporting des sociétés les portant à leur bilan et dans la mesure où ces passifs n'ont pas été qualifiés de couvertures d'investissements nets. In fine, l'impact d'une variation

uniforme de plus ou moins de 10% des devises contre euro générerait un gain ou une perte de 52 millions d'euros.

Impact sur les capitaux propres

Pour les passifs financiers (dettes et dérivés) qualifiés de couverture d'investissement net, une variation uniforme défavorable de 10% des devises contre euro a un impact en capitaux propres de 571 millions d'euros. Cette variation est compensée par un effet de sens inverse sur l'investissement net en devises couvert.

9.3.3 Risque de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été établie sur base de la situation de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) à la date de clôture.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité correspond à une variation de la courbe de taux de +/- 1% par rapport aux taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

Impact sur le résultat

Une augmentation de 1% des taux d'intérêt court terme (uniforme pour toutes les devises) sur le nominal de la dette nette à taux

variable, et les jambes à taux variable des dérivés, aurait un impact sur la charge nette d'intérêt de 83 millions d'euros. Une diminution de 1% des taux d'intérêt court terme aurait pour impact un allègement de la charge nette d'intérêt de 115 millions d'euros. La dissymétrie de l'impact est liée à l'impact du portefeuille d'options de taux ainsi qu'au faible niveau des taux court terme (inférieurs à 1%) applicables à un certain nombre d'actifs et de passifs financiers.

Une augmentation de 1% des taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, en compte de résultat, un gain de 202 millions d'euros lié à la variation de juste valeur des dérivés non documentés ou qualifiés de couverture d'investissement net. Une diminution de 1% des taux d'intérêts générerait a contrario une perte de 232 millions d'euros. La dissymétrie de l'impact est liée au portefeuille d'options de taux.

Impact sur les capitaux propres

Une variation uniforme de plus ou moins 1% des taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, sur les capitaux propres, un gain ou une perte de 268 millions d'euros lié à la variation de juste valeur des dérivés en couverture de flux de trésorerie comptabilisée au bilan.

NOTE 10 PROVISIONS

En millions d'euros	31 décembre 2009	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises pour excédent	Variation de périmètre	Effet de la désactualisation	Écarts de change	Autres	30 juin 2010
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	3 863,2	133,3	(184,8)	(0,3)	10,8	94,3	45,3	142,4	4 104,2
Gestion de l'aval du cycle du combustible nucléaire	3 677,3	54,5	(13,2)	0,0	0,0	90,6	1,5	0,0	3 810,8
Démantèlement des installations	3 601,6	0,7	(5,8)	(1,3)	2,0	89,0	6,5	68,2	3 760,8
Reconstitution de sites	1 137,7	14,9	(16,7)	(5,0)	1,1	19,9	24,6	42,8	1 219,3
Autres risques	1 772,8	255,7	(171,8)	(27,3)	94,6	5,5	38,6	(6,8)	1 961,2
TOTAL PROVISIONS	14 052,7	459,1	(392,2)	(33,9)	108,5	299,2	116,5	246,6	14 856,4

Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Les écarts actuariels générés sur la période s'élèvent à 173,0 millions d'euros et constituent le principal montant présenté dans la colonne «Autres» des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme. Ils correspondent

principalement aux modifications d'hypothèses actuarielles externes appliquées aux régimes de la zone euro :

- les taux d'actualisation s'établissent respectivement à 4,4% pour les avantages postérieurs à l'emploi et à 3,9% pour les avantages à long terme (contre respectivement 4,9% et 4,6% au 31 décembre 2009), compte tenu de la durée moyenne des engagements des entités du Groupe ;

- les rendements réels des actifs de couverture sur la période sont quant à eux en ligne avec les rendements attendus, de sorte qu'aucun écart actuariel significatif n'a été comptabilisé à ce titre dans les comptes au 30 juin 2010.

L'effet de désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel correspond à la charge d'intérêts sur les obligations de retraite, nette du rendement attendu sur les actifs de couverture.

Le Groupe a pris connaissance du projet de réforme sur les retraites en France, qui vise à porter progressivement l'âge de départ légal à la retraite, fixé aujourd'hui à 60 ans, à 62 ans en 2018. L'âge à partir duquel un assuré pourrait partir en retraite en bénéficiant d'une pension à taux plein quelle que soit sa durée de cotisations, fixé aujourd'hui à 65 ans serait progressivement relevé à partir de juillet 2016, pour passer à 67 ans en 2023. Les impacts sont en cours d'analyse.

Provision pour le démantèlement des sites de production nucléaires et la gestion de l'aval du cycle du combustible nucléaire

Les provisions ont été établies compte tenu du cadre contractuel et légal actuel qui fixe la durée d'exploitation des unités nucléaires à 40 ans, inchangé par rapport au 31 décembre 2009.

Les dispositions de l'accord d'octobre 2009 relatives à l'extension de la durée de vie de certaines unités nucléaires n'ont toujours pas été transcrites dans des textes de loi.

Conformément à la loi belge du 11 avril 2003, modifiée par la loi du 25 avril 2007, Synatom, filiale du Groupe, est tenue de transmettre à la Commission des Provisions Nucléaires (CPN), au cours du second semestre 2010, un dossier de réévaluation trisannuelle des provisions nucléaires.

À la demande de la CPN, le Groupe examinera également en détail les incidences sur ces provisions d'une extension de la durée d'exploitation de certaines unités nucléaires.

NOTE 11 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les montants comptabilisés au titre des paiements fondés sur des actions sont les suivants :

En millions d'euros	Note	Charge de la période	
		30 juin 2009	30 juin 2010
Plans de stock-options		28,5	28,4
Share Appreciation Rights (*)	11.1	7,2	1,8
Plans d'attribution d'actions gratuites/de performance	11.2	74,9	11,2
Prime exceptionnelle	11.3	1,4	0,0
		112,0	41,4

(*) Émis dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés, dans certains pays.

Toutes les opérations antérieures à 2010 sont décrites dans la Note 24 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

11.1 Augmentation de capital réservée aux salariés

L'impact comptable des *Share Appreciation Rights* (SAR), s'agissant d'instruments réglés en trésorerie, consiste à enregistrer sur la durée d'acquisition des droits une dette envers le salarié par contrepartie du résultat. Au 30 juin 2010, la juste valeur de la dette relative aux attributions 2005 et 2007 s'élève à 13,2 millions d'euros. L'impact dans le résultat du SAR y compris couverture par des warrants est de 1,8 million d'euros.

11.2 Actions gratuites ou de performance

11.2.1 Plans venus à échéance en 2010

Plusieurs plans d'actions gratuites et plans d'actions de performance sont arrivés à échéance au premier semestre 2010. Outre la condition de présence des salariés, ces plans étaient assortis d'une condition de performance interne. Cette dernière n'ayant pas été atteinte en totalité, les volumes d'actions attribuées aux salariés ont été réduits conformément aux règlements des plans. Cette modification du nombre d'actions s'est traduite par une réduction de la charge totale des plans conformément aux dispositions d'IFRS 2.

11.2.2 Attributions réalisées en 2010

11.2.2.1 Plan d'actions de performance du 20 janvier 2010

Le Conseil d'Administration du 20 janvier 2010 a approuvé l'attribution de 348 660 actions de performance aux membres du Comité de Direction et du Comité Exécutif. Ce plan est assorti des conditions suivantes :

- condition de présence au 14 mars 2012 ;
- inaccessibilité des titres jusqu'au 14 mars 2014 ;
- condition de performance interne, liée au niveau d'EBITDA du Groupe en 2011 (pour la moitié des titres attribués) ;
- condition de performance externe, liée à l'évolution du cours de bourse du titre GDF SUEZ par rapport à l'évolution de l'indice de l'Eurostoxx Utilities (pour l'autre moitié des titres attribués) pendant la période d'acquisition des droits.

La juste valeur de ces actions de performance a été calculée en application de la méthode décrite dans la Note 1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009 (§ 1.4.14.2). La condition de performance externe, évaluée selon la méthode Monte Carlo, est intégrée, conformément aux dispositions d'IFRS 2, dans la détermination de la juste valeur de l'instrument.

La juste valeur s'établit à 23,7 euros par action soumise à la condition de performance interne, et à 13,4 euros par action pour les titres soumis à la condition de performance externe.

11.2.2.2 Plan d'actions de performance du 3 mars 2010

Le Conseil d'Administration du 3 mars 2010 a approuvé l'attribution de 51 112 actions de performance GDF SUEZ à certains salariés de la société Gaselys. Les impacts de ce plan en résultat sont non significatifs.

11.3 Prime exceptionnelle SUEZ

Le Groupe SUEZ a mis en place, en novembre 2006, un plan à caractère exceptionnel et temporaire, pour récompenser la fidélité des salariés et les faire participer aux succès du Groupe. Au titre de ce plan, venu à échéance le 1^{er} juin 2010, il était prévu le versement d'une prime exceptionnelle égale à la contre-valeur de 4 actions SUEZ au 1^{er} juin 2010, ainsi qu'au montant des dividendes bruts des exercices 2005 à 2009 (y compris dividendes exceptionnels éventuels) versés au plus tard le 31 mai 2010. Depuis la fusion, le calcul se fait sur la base d'un panier composé d'une action GDF SUEZ et d'une action SUEZ Environnement Company.

Au 1^{er} juin 2010, la valeur finale de la prime s'est établie à 141,6 euros. Le paiement est en cours et devrait être finalisé au plus tard le 1^{er} septembre 2010.

S'agissant d'un instrument réglé en trésorerie, l'impact comptable de cette prime consiste à enregistrer sur la durée d'acquisition des droits une dette envers le salarié par contrepartie du résultat.

NOTE 12 LITIGES ET CONCURRENCE

Les litiges et arbitrages présentés ci-après sont comptabilisés en passifs ou présentés à titre d'information.

12.1 Litiges

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges et fait l'objet d'enquêtes au titre du droit de la concurrence. Ces points ont été commentés dans la Note 27 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009, et ne sont donc repris ici que les évolutions marquantes des différents dossiers. Le montant des provisions constituées à ce titre au 30 juin 2010 s'élève à 532 millions d'euros.

12.1.1 Togo Électricité

Les plaidoiries devant le Tribunal arbitral ont eu lieu en juillet 2009 et une sentence pourrait être rendue au cours du second semestre 2010.

12.1.2 Fos Cavaou

Un arrêté provisoire d'exploitation a été édicté le 6 octobre 2009 permettant, dans le cadre de prescriptions adaptées, la poursuite de la construction ainsi qu'une exploitation partielle jusqu'à la

régularisation administrative du terminal. Un recours au fonds en annulation contre cet arrêté d'exploitation provisoire a été formé par l'Association de Défense et de Protection du Littoral du Golfe de Fos-sur-Mer (ADPLGF). La procédure est en cours.

12.1.3 United Water

La demande de dommages et intérêts punitifs a été rejetée le 21 décembre 2009. Ce rejet a été confirmé le 11 février 2010 suite à l'appel interjeté par les riverains. La procédure en dommages et intérêts compensatoires est en cours.

12.1.4 OPR sur Electrabel

La Cour, par un arrêt en date du 24 décembre 2009 a rejeté la demande Geenen pour des motifs d'ordre procédural. M. Geenen s'est pourvu en cassation le 2 juin 2010. La procédure est en cours.

12.1.5 Contestation d'une disposition fiscale de loi belge

Electrabel avait déposé, le 23 mars 2009, un recours en annulation auprès de la Cour Constitutionnelle contre les articles de la loi-programme du 22 décembre 2008 imposant une taxe de 250 millions d'euros aux producteurs nucléaires (dont 222 millions

d'euros payés par Electrabel). La Cour constitutionnelle a rejeté ce recours par arrêt du 30 mars 2010.

12.1.6 Réclamation du fisc américain

GDF SUEZ Energy North America, Groupe GDF SUEZ, a fait l'objet d'un contrôle fiscal par l'Administration fiscale américaine au titre des exercices 2004 et 2005. Les montants initialement enrôlés ont été revus à la baisse. Les enrôlements de 2004-2005 restants contestés portent sur un montant d'impôt et d'intérêts de 13 millions de dollars américains.

12.1.7 Carthagène

Le tribunal arbitral a été constitué, l'échange de conclusions a eu lieu et les plaidoiries se sont tenues à Londres la semaine du 31 mai au 4 juin 2010. La sentence arbitrale devrait être rendue avant la fin de l'année.

12.2 Concurrence et concentrations

12.2.1 Contrat à long terme en Hongrie

La Hongrie a notifié à la Commission Européenne un schéma d'indemnisation des coûts échoués encourus par les producteurs dont les contrats long terme d'achat d'électricité ont été résiliés, ce schéma permettant dans certaines conditions une compensation pour les producteurs d'électricité entre l'indemnisation versée par la Hongrie au titre des coûts échoués encourus et le montant de l'aide d'état jugée illégale à rembourser à la Hongrie au titre des contrats long terme d'achat d'électricité. Le 27 avril 2010, la Commission Européenne a approuvé les propositions de la Hongrie permettant à ce stade au Groupe par l'intermédiaire de sa filiale Dunamenti, de n'avoir aucune obligation de remboursement de l'aide d'état qualifiée d'illicite.

Par ailleurs, Dunamenti a introduit un recours en annulation contre la décision initiale de la Commission Européenne devant le Tribunal de l'Union Européenne le 28 avril 2009. La procédure est en cours.

12.2.2 Décroisement Compagnie Générale des Eaux/Lyonnaise des Eaux France

L'accord de décembre 2008 a donné lieu à un avenant en date du 3 février 2010 visant au rachat par la Lyonnaise des Eaux des participations détenues par Veolia Eau dans deux des trois filiales communes devant initialement être acquises par cette dernière. Une nouvelle demande d'autorisation reflétant les termes de l'avenant a été communiquée à la Commission Européenne.

L'opération a été autorisée par la Commission Européenne le 18 mars 2010 et a été réalisée (voir Note 2 «Principales variations de périmètre»).

À l'occasion de cette opération, un litige particulier est apparu entre la Société des Eaux du Nord (SEN), filiale de Lyonnaise des Eaux et la Communauté Urbaine de Lille Métropole (LMCU). Des négociations ont été engagées entre la SEN la LMCU dans le cadre de la révision quinquennale du contrat de distribution d'eau potable. Faute de parvenir à un accord sur les modalités de la révision, il a été décidé de saisir la Commission Arbitrale prévue au contrat. Malgré les termes du rapport rendu le 30 mars 2010 par la Commission, la LMCU a voté le 25 juin 2010 un projet unilatéral d'avenant comprenant notamment le reversement avant le 30 septembre 2010 du solde des provisions pour renouvellement estimé par LMCU à 115 millions d'euros. L'émission du titre de perception pour ce montant a été réalisée le 29 juillet 2010. La SEN a décidé de s'en remettre au Tribunal administratif pour résoudre ce différend.

12.2.3 Enquête sectorielle dans le secteur de l'eau

La Commission Européenne a procédé, au cours du mois d'avril 2010, à des inspections dans les locaux de différentes sociétés françaises actives dans le secteur de l'eau et de l'assainissement concernant leur éventuelle participation à des pratiques contraires aux articles 101 et 102 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne. Des inspections ont ainsi été menées au sein de SUEZ Environnement Company et de Lyonnaise des Eaux.

Le 21 mai, la Commission a décidé d'ouvrir à l'encontre de SUEZ Environnement Company une procédure relative au déplacement accidentel d'un scellé, survenu dans les locaux de Lyonnaise des Eaux durant l'inspection. Dans le cadre de cette procédure, SUEZ Environnement Company a communiqué à la Commission les éléments relatifs à cet incident.

SUEZ Environnement Company a déposé le 22 juin 2010 un recours en annulation de la décision d'inspection.

12.2.4 Enquête sur le protocole nucléaire conclu entre GDF SUEZ et l'État belge

Suite à une plainte déposée par des concurrents d'Electrabel SA, filiale de GDF SUEZ, la Commission Européenne a interrogé en juin 2010 le Groupe au sujet des allégations d'octroi de droits spéciaux et exclusifs menant à un renforcement de la position dominante d'Electrabel SA en Belgique. Le Groupe collabore pleinement à l'enquête.

NOTE 13 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans la Note 25 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

Aucune évolution significative, à l'exception de la cession d'Elia, n'est intervenue dans les relations avec les parties liées.

NOTE 14 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

14.1 Plan Link 2010

Sur le second semestre 2010, les salariés auront la possibilité de participer à une augmentation de capital qui leur a été réservée, au sein d'un nouveau plan d'actionnariat salarié. Au total, 24,7 millions d'actions seront offertes à la souscription à un prix unitaire de 19,78 euros, portant le montant final de l'augmentation de capital du 24 août prochain à près de 500 millions d'euros.

14.2 Éventuel rapprochement entre International Power et GDF SUEZ Énergie International

Le Groupe GDF SUEZ a annoncé, le 19 juillet 2010, que des discussions préliminaires ont été engagées avec International Power plc («International Power») concernant un éventuel rapprochement entre International Power et les activités Énergie International (hors Europe) et certains actifs au Royaume-Uni et en Turquie du Groupe GDF SUEZ.

Les discussions se poursuivent entre les deux parties concernant les termes du rapprochement envisagé, qui serait réalisé par

l'émission d'actions nouvelles International Power au profit de GDF SUEZ qui deviendrait ainsi l'actionnaire majoritaire du nouvel ensemble.

À ce stade, il n'existe cependant aucune certitude sur la conclusion d'un éventuel accord, ni sur le calendrier ou les termes d'un tel accord.

14.3 Litige Argentine

Le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), instance indépendante d'arbitrage au sein de la Banque Mondiale, a reconnu, le 30 juillet 2010, la responsabilité de la République Argentine dans les différends portant sur la résiliation des contrats de concession d'eau et d'assainissement de la ville de Buenos Aires et de la province de Santa Fé qui opposaient GDF SUEZ, SUEZ Environnement et Agbar à l'État argentin. Ces décisions de principe seront suivies, dans les prochains mois, de la détermination définitive du montant de la réparation au titre des préjudices subis.

DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes condensés du premier semestre de l'exercice 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi que des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 9 août 2010



Gérard Mestrallet
Président-Directeur Général



Jean-François Cirelli
Vice-Président, Directeur Général Délégué

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMSTRIELLE

Période du 1er janvier au 30 juin 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GDF Suez, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration, dans un contexte, qui prévalait déjà au 31 décembre 2009, de forte volatilité des marchés et de moindre visibilité sur le futur entraînant une difficulté à appréhender les perspectives économiques, décrit en note 1.3 aux comptes semestriels consolidés condensés. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2.1 « Normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2010 » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés, qui expose l'incidence des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire, notamment les normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels ».

II. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

MAZARS

Jean-Paul Picard Pascal Pincemin

Christian Mouillon Charles-Emmanuel Chosson

Philippe Castagnac Thierry Blanchetier

Nos valeurs

exigence
engagement
audace
cohésion

GDF SUEZ

Société anonyme au capital de 2 224 473 335 d'euros
Siège social : 16-26, rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris France
Tél. : +33 (0)1 57 04 00 00
SIREN 542 107 651 RCS PARIS
TVA FR 13 542 107 651

gdfsuez.com